VILLE DE GRASSE

**PROCES-VERBAL
DE LA SEANCE DU
CONSEIL MUNICIPAL**

DU 25 SEPTEMBRE 2018

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 SEPTEMBRE 2018

Mesdames, Messieurs les élus du Conseil Municipal,

Chers Collègues,

Je déclare la séance de notre Conseil Municipal ouverte.

Si personne ne s'y oppose, Je nomme Madame Mélanie ZARRILLO secrétaire de séance.

Avez-vous des oppositions ?

Je demande à Madame Mélanie ZARRILLO de bien vouloir faire l'appel.

Je vous propose que nous puissions adopter le procès-verbal du 26 juin 2018.

Monsieur le Maire

Monsieur EUZIERE avez-vous des observations concernant ce procès-verbal ?

Monsieur Paul EUZIERE

Non.

Monsieur le Maire

Madame SANJUAN avez-vous des observations concernant ce procès-verbal ?

Madame Corinne SANJUAN

Non.

Monsieur le Maire

Monsieur de FONTMICHEL avez-vous des observations concernant ce procès-verbal ?

Monsieur Philippe Emmanuel de FONTMICHEL

Non.

Monsieur le Maire

Pas d'opposition, pas d'abstention le procès-verbal du 26 juin dernier est adopté à l'unanimité.

En vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, vous avez reçu les décisions prises en application de la délégation qui m'a été consentie par délibération du 24 avril 2014 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour une meilleure compréhension concernant la réalisation d'un contrat de prêt PSPL d'un montant de 2 000 000 d'euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour le financement des investissements programmés sur la commune, le rapport de transaction ainsi que l'arrêté viennent de vous être déposés sur table.

Monsieur EUZIERE avez-vous des observations concernant la liste de ces arrêtés ?

Monsieur Paul EUZIERE

Non.

Monsieur le Maire

Madame SANJUAN avez-vous des observations concernant la liste de ces arrêtés ?

Madame Corinne SANJUAN

Non.

Monsieur le Maire

Monsieur Philippe Emmanuel de FONTMICHEL avez-vous des observations concernant la liste de ces arrêtés ?

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

Non.

Monsieur le Maire

Pas d'opposition, merci.

Modifications délibérations :

2018 - 147 CESSION D'UN TENEMENT FONCIER SUR LES COMMUNES D'OPIO ET CHATEAUNEUF

Une coquille a été corrigée dans la délibération avant départ en sous-préfecture :
« Les Domaines ont déterminé la valeur vénale du tènement constitué des 12 parcelles précitées à 8 230 000 € dans leur avis du 14 juin 2018 et non du 16 juin 2018 ».

2018 - 150 POSE D'UNE PLAQUE COMMEMORATIVE CHARLES NEGRE
2018 - 151 POSE D'UNE PLAQUE COMMEMORATIVE HONORE FRAGONARD

Suite à la commission vivre ensemble nous avons reçu les trois devis concernant les plaques commémoratives aussi il convient de modifier le montant qui était à titre indicatif sur les deux délibérations.

Le montant est de 1028.40 € au lieu de 1 500 €.

Ces deux délibérations corrigées, transmises par mail vendredi 21 juin, vous sont remises sur table ce jour.

Une question écrite du groupe « Grasse à Tous, Ensemble et Autrement » sera traitée à la fin de la séance.

Objet : Château-Diter – Demande de réparations au nom de la ville de Grasse.

Je laisserai Monsieur EUZIERE, Président de groupe lire cette question.

Merci de noter que les prochaines séances du Conseil Municipal auront lieu les 6 novembre 2018 (conseil Municipal dédié au PLU) et le 11 décembre 2018 à 14h30.

Mesdames, Messieurs,

Avant de procéder à l'examen de l'ordre du jour de ce conseil municipal, j'invite les membres de notre assemblée à respecter une minute de silence en hommage à Jean-Claude CAPPONI, dont le départ brutal a bouleversé l'administration communale. Nos pensées vont à sa famille, à ses proches et à ses collègues.

Merci.

Nous allons examiner la délibération 135 et je cède la parole à Monsieur Philippe WESTRELIN, en lui souhaitant la bienvenue, nous n'avons pas cessé de penser à vous dans ces moments douloureux.

Monsieur Philippe WESTRELIN

Merci de votre propos Monsieur le Maire.

Depuis l'adoption du budget primitif lors du Conseil Municipal du 27 mars 2018, l'exécution budgétaire nécessite l'adoption d'une deuxième décision budgétaire afin de réaliser les modifications suivantes :

1. Réaffectation de crédits en investissement par virements pour un montant de 462 220 €

Assistance Maîtrise Ouvrage dispositif Cœur de Ville pour la mise en place de la convention cadre pluriannuelle	29 640 euros
Etude urbaine de requalification Porte Est	29 760 euros
Etude diagnostic chaussée avenues Pompidou et de Lattre de Tassigny	34 420 euros
Logiciel dépenalisation stationnement de surface	16 400 euros
Renouvellement du parc automobile des services techniques	322 000 euros
Réaménagement des locaux du service Proximité	30 000 euros

2. Inscription de nouvelles dépenses en investissement pour un montant de 51 510 €

Remboursement des subventions versées par la DRAC pour le Palais Episcopal et la Cathédrale, leur périmètre d'intervention et leur programmation ayant été modifiés	51 510 euros
---	--------------

3. Inscription de nouveaux crédits en recettes de fonctionnement pour un montant de 80 262 €

Fonds de Compensation Taxe Valeur Ajoutée, suite à la réforme mise en place et l'éligibilité désormais, de certaines dépenses de fonctionnement	80 262 euros
---	--------------

4. Inscription de nouvelles dépenses en fonctionnement pour un montant de 28 752 €

Numérisation du centre de documentation du MAHP pour mise à disposition du public	9 100 euros
Annonces et insertions pour les marchés publics suite à l'augmentation du nombre de procédures lancées	8 593 euros
Subvention Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Siagne	11 059 euros

Je vous demande de bien vouloir adopter la Décision Budgétaire Modificative n° 2 du Budget principal, par chapitre telle que proposée.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Pas d'intervention concernant cette décision modificative qui a trois grandes lignes de force.

- Accélérer le renouvellement du parc automobile du service technique pour 322 000 €,
- Réaménagement des locaux de la proximité à Magagnosc, locaux vétustes et dangereux. Nous souhaitons travailler à la sécurité de nos locaux.
- Les inscriptions de crédit sur les grandes orientations du cœur de ville, pour inscrire et mettre en perceptives et en œuvre.

Monsieur Paul EUZIERE

Ce sont des mouvements internes à l'intérieur du budget, nous avons voté contre le budget primitif donc nous votons contre cette décision budgétaire modificative n°2.

Monsieur le Maire

Avez-vous d'autres observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

Monsieur EUZIERE (2 voix), Madame CONESA, Monsieur BROSSY, Madame CATTART, Monsieur VOARINO, Monsieur de FONTMICHEL, Monsieur CASSARINI (2voix), Madame SANJUAN votent contre.

La délibération est adoptée à la majorité.

**2018 - 136 BUDGET ANNEXE SERVICE ASSAINISSEMENT
DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE N° 1**

Monsieur Philippe WESTRELIN

Dans le cadre d'une convention, la Ville de Grasse a posé pour le compte d'ERDF un fourreau destiné à accueillir un ouvrage Haute Tension de type A, lors d'une fouille commune, à l'occasion de travaux réalisés sur le réseau d'eaux usées avenue Mathias Duval et boulevard Carnot. Les dispositions financières prévoient le remboursement par ERDF (ENEDIS) à la Ville de Grasse du coût des travaux réalisés pour son compte, soit un montant de 30 960 € TTC. Cette décision modificative n° 1 enregistre les écritures liées à cette opération afin que la Ville de Grasse puisse récupérer les fonds liés à ces travaux.

Je vous demande de bien vouloir adopter la Décision Budgétaire Modificative n°1 du Budget annexe du Service de l'assainissement, par chapitre telle que proposée.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

Monsieur EUZIERE (2 voix), Madame CONESA, Monsieur BROSSY, Madame CATTART, Monsieur VOARINO, Monsieur de FONTMICHEL, Monsieur CASSARINI (2voix), Madame SANJUAN votent contre.

La délibération est adoptée à la majorité.

**2018 - 137 BUDGET ANNEXE SERVICE DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE
DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE N° 1**

Monsieur Philippe WESTRELIN

Dans le cadre d'une convention, la Ville de Grasse a posé pour le compte d'ERDF un fourreau destiné à accueillir un ouvrage Haute Tension de type A, lors d'une fouille commune, à l'occasion de travaux réalisés sur le réseau d'eau potable avenue Jean Maubert. Les dispositions financières prévoient le remboursement par ERDF (ENEDIS) à la Ville de Grasse du coût des travaux réalisés pour son compte, soit un montant de 34 831.94 € TTC. Cette décision modificative enregistre les écritures liées à cette opération, afin que la Ville de Grasse puisse récupérer les fonds liés à ces travaux.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Monsieur EUZIERE (2 voix), Madame CONESA, Monsieur BROSSY, Madame CATTART, Monsieur VOARINO, Monsieur de FONTMICHEL, Monsieur CASSARINI (2voix), Madame SANJUAN votent contre.

La délibération est adoptée à la majorité.

**2018 - 138 BUDGET ANNEXE - REGIE D'EXPLOITATION CINEMA STUDIO
DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE N° 2**

Monsieur Philippe WESTRELIN

Afin de permettre une très bonne communication et visibilité sur les différentes projections programmées, la Régie d'exploitation du Cinéma Studio doit se doter d'un site internet pour un montant de 1 500 euros. A ce titre, l'exécution budgétaire nécessite l'adoption d'une décision budgétaire modificative n° 2, essentiellement basée sur un virement de crédits entre le chapitre 20 et le chapitre 21.

Je vous demande de bien vouloir adopter la Décision Budgétaire Modificative n° 2 de la Régie d'Exploitation du Cinéma Studio, par chapitre, telle que proposée.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2018 - 139 BUDGET PRINCIPAL 2018
TRANSFERT GARANTIES D'EMPRUNTS**

Monsieur Philippe WESTRELIN

Par délibérations n° 2002-188 et 2003-168, le Conseil municipal accordait sa garantie à 100 % pour deux emprunts contractés auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations par la SA Grassoise d'HLM, actuellement dénommée Société Immobilière Méditerranée SA d'HLM destinées au financement de 4 logements sis 2 rue Rêve Vieille et 11 logements sis 1 rue Paul Goby. Par courrier en date du 16 juillet 2018, la Ste Immobilière Méditerranée SA d'HLM informait la Ville de Grasse que les programmes relatifs à ces emprunts allaient être cédés à la société 3F Résidence, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2018 et sollicitait son accord pour le transfert des garanties d'emprunts au profit de cette même société. Les montants du capital restant dus à cette date s'élèvent à un total de 241 705,34 euros.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2018 - 140 BUDGET PRINCIPAL 2018
GARANTIES REAMENAGEMENT D'EMPRUNTS
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
SA D'HLM LOGIREM**

Monsieur Philippe WESTRELIN

Par délibérations du 17 mai 1982 et du 23 juin 1982, le Conseil municipal accordait sa garantie à hauteur de 100 % pour quatre emprunts contractés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par la SA d'HLM LOGIREM, dédiés à l'Hospice Chiris et Tracastel.

Par délibération en date du 29 janvier 1997, le conseil municipal accordait sa garantie pour l'allongement de la durée d'amortissement de ces mêmes emprunts.

Par courrier en date du 27 août 2018, la SA d'HLM LOGIREM sollicite la Ville de Grasse en vue d'adapter les garanties initialement accordées sur les prêts qui feront l'objet d'un allongement de dix ans de leur durée d'amortissement.

Ces réaménagements permettront à la SA d'HLM LOGIREM :

- sur la durée résiduelle initiale de diminuer l'annuité sans impact sur le taux d'intérêt appliqué,
- sur la durée d'allongement de profiter d'un taux d'intérêt bonifié à livret A + 60 points de base de marge quel que soit le taux appliqué sur la durée résiduelle initiale.

Les montants du capital restant dû au 1^{er} juillet 2018 s'élèvent à un montant total de 92 528,42 euros.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2018 - 141 AFFECTATION DES LOCAUX EX LYCEE DE CROISSET
AUX BUDGETS ANNEXES EAU – ASSAINISSEMENT**

Monsieur Philippe WESTRELIN

Les services dévolus à la gestion de l'eau potable et de l'assainissement occupent une partie des locaux situés dans l'ancien Lycée de Croisset, sis 10 avenue Francis de Croisset à Grasse. Afin de pouvoir imputer les travaux, la maintenance et la gestion de ces locaux aux budgets annexes correspondants, il convient d'en affecter la surface utilisée à ces budgets et de porter leur valorisation correspondante à leurs inventaires respectifs.

La surface occupée par chaque service est la suivante :

- Service de l'eau potable : 111 m²
- Service de l'assainissement : 111 m²

Le bien ex Lycée de Croisset est inscrit à l'actif du budget principal de la ville pour un montant de 390 825,52 euros, les montants à porter à l'inventaire des budgets annexes concernés sont les suivants :

- Service de l'eau potable : 55 746 €
- Service de l'assainissement : 55 746 €

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2018 – 142 **MARCHÉS PUBLICS – PORTE À CONNAISSANCE DES DÉCISIONS PRISES DURANT LA PÉRIODE DE JUIN 2018**

Monsieur le Maire

Il est porté à connaissance du conseil municipal la liste des marchés notifiés en juin 2018. Cette liste sera publiée sur le site internet de la ville de Grasse en rubrique Marchés publics.

Monsieur Ludovic BROSSY

Voir intervention jointe en annexe.

Monsieur le Maire

Vous avez raison de dire que lorsqu'une société est candidate à un marché, elle est censée déclarer si elle est en redressement judiciaire. Cela n'avait pas été déclaré en début de chantier, nous n'avons pu que le constater. Je vais vérifier si des sommes ont été engagées mais je ne le pense pas car le chantier n'avait pas démarré. C'est pour cela que nous avons relancé une procédure pour une nouvelle société. Tout a été fait dans le respect strict du code du marché public.

Cette liste va donc être publiée sur le site internet de la ville de Grasse en rubrique Marchés publics.

MARCHÉS PUBLICS
PORTE A CONNAISSANCE DES DÉCISIONS PRISES
DURANT LA PÉRIODE DE JUIN 2018

Intervention de **Ludovic BROSSY**,
Conseiller municipal, groupe « Grasse à Tous-Ensemble et Autrement »

Monsieur le Maire, Chers collègues,

Nous sommes un peu surpris d'apprendre par cette délibération que la société choisie pour le marché 39.18 (réhabilitation du Mas du Collet) a été placée en liquidation judiciaire avant la réalisation de cette prestation et qu'il faille relancer une procédure. Cela a un coût.

D'où ces trois questions :

1/ Avez-vous une procédure de vérification de la solvabilité des postulants aux marchés publics ?

Si oui, pourquoi cela n'a t il pas fonctionné ?

2/ Existe-t-il un observatoire des prix, une base de données qui permettent de se référer à un prix du marché, afin que nous ne payions pas trop cher, mais aussi pas assez cher afin d'éviter ce genre de déconvenues?

2/ Est ce que des sommes ont été versées en avance à cette société ?

Si oui combien ?

2018 - 143 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
OPERATIONS FACADES SUR LE CENTRE HISTORIQUE ET DEVANTURES
COMMERCIALES SUR PLACE AUX AIRES ET RUE JEAN OSSOLA
VERSEMENT DES SUBVENTIONS MUNICIPALES

Monsieur Philippe WESTRELIN

Dans le cadre de sa politique de Renouveau Urbain, la ville de Grasse, dès 2015, a décidé de soutenir différentes actions sur le centre historique, classé Secteur Sauvegardé :

- Pour les propriétaires qui réaliseraient des travaux de « ravalement des immeubles » pour les façades sur le périmètre du centre historique.
- Pour ceux qui réaliseraient des travaux d'amélioration des devantures commerciales sur la place aux Aires et la rue Jean Ossola.

Ces soutiens de la part de la commune ont pour objectifs :

- d'améliorer les conditions de vie des habitants,
- de donner une continuité linéaire de vitrines et de façades réhabilitées
- de valoriser les entrées de ville mais aussi de créer le lien entre les parties attractives et celles en devenir.

Ainsi, avec l'aide active des équipes de la SPL Pays de Grasse Développement en charge de l'accompagnement des copropriétés et des relations avec l'Architecte des Bâtiments de France,

- Pour les travaux sur les façades :
 - 15 façades ont été ravalées : 4 en 2016, 8 en 2017, et déjà 3 en 2018
 - 7 façades sont présentées à ce conseil municipal, dont deux concernent des immeubles emblématiques de notre centre historique :

L'arrière de l'immeuble de la famille Court de Fontmichel situé au 1, rue des sœurs

Le bâtiment principal et l'annexe de l'immeuble de la famille Fanton d'Andon

- 12 façades devraient démarrer à partir de la mi-octobre 2018

Pour le changement des devantures commerciales :

- 3 devantures commerciales ont été changées depuis 2016
- 1 devanture commerciale est présentée à ce conseil municipal (celle de la Spaghetteria au 9, rue Jean Ossola)
- 5 devantures commerciales devraient démarrer prochainement.

Ce sont des efforts importants qui sont mobilisés par la commune, budgétairement d'une part, avec un taux de subvention pour les façades de l'ordre de 40%, comprenant également les honoraires d'architecte, avec des règles de plafonnement, d'autre part, un soutien technique et d'accompagnement auprès des propriétaires par l'intermédiaire des équipes de la SPL.

Je vous demande de bien vouloir autoriser les versements des subventions pour les dossiers cités ci-dessus, sur présentation des factures après contrôle par les services de la Ville :

- Façade 2 rue du Thouron - 06130 GRASSE
Subvention allouée : 7 675 €
- Façade 12-14 Rue de L'Oratoire – 06130 GRASSE
Subvention totale allouée : 5 358 €
- Façade 15 Rue Jean Ossola – 06130 GRASSE
Subvention totale allouée : 13 920 €
- Façade 4 Rue Amiral de Grasse – 06130 GRASSE
Subvention totale allouée : 22 762 €
- Façade 14 Rue Gazan – 06130 GRASSE
Subvention totale allouée : 62 554 €

- Façade 1 Rue des sœurs – 06130 GRASSE
Subvention totale allouée : 18 691 €
- Façade 27 Rue Amiral de Grasse – 06130 GRASSE
Subvention totale allouée : 6 670,80 €
- Commerce 9 rue Jean Ossola - 06130 GRASSE
Subvention allouée : 3 000 €

Monsieur le Maire

Cette délibération démontre une volonté communale de rénovation des façades. J'ai souhaité dès 2016 créer un plan de financement et comme cela vient de vous être évoqué 15 façades ont été ravalées. 7 sont présentées aujourd'hui. Ce conseil municipal démontre toute l'énergie déployée dans ces objectifs d'amélioration des conditions d'habitabilité et d'esthétique de notre centre historique avec, je le souhaite, l'approbation de cette délibération portant sur un montant de subvention à hauteur de 140 630, 80 €.

Dans les jours qui viennent j'irai plus loin dans une tribune dans la presse comme je m'y étais engagé pour mettre en demeure ceux qui ne souhaiteraient pas être dans une démarche d'accompagnement de ces façades. Nous avons ce plan qui s'ouvre aux propriétaires fonciers. Je dois porter une accélération de la modernisation et de l'embellissement de ces façades.

Avez-vous des observations ?

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

Etant concerné par cette délibération je ne prendrai pas part au vote.

Monsieur le Maire

Merci de cette précision.

Avez-vous d'autres observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2018 - 144 RENOUELEMENT URBAIN
OPERATION DE RESTAURATION DES PORTES DU CENTRE HISTORIQUE
VERSEMENT DES SUBVENTIONS MUNICIPALES**

Dans le cadre de sa politique de Renouveau Urbain, la ville de Grasse a mené depuis 2017 une opération de « restauration des portes anciennes des immeubles » en centre historique afin d'améliorer le cadre de vie de ses habitants et l'accueil des visiteurs. Le montant de subventionnement délibéré représente 50 % de la facture acquittée Hors Taxe plafonné à 350 euros par porte. Le versement des subventions est conditionné par la qualité de la réalisation des travaux, leur conformité à la fiche technique soumise à l'approbation de l'Architecte des Bâtiments de France.

Les montants de ces subventions, prévus au budget de la Ville sont :

- Copropriété : 4 rue Amiral de Grasse– 06130 GRASSE
Subvention allouée : 350 €
- Copropriété : 15 rue Jean Ossola – 06130 GRASSE
Subvention allouée : 350 €
- Copropriété : 27 rue Amiral de Grasse – 06130 GRASSE
Subvention allouée : 350 €

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2018 - 145 PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT
RENOUVELLEMENT URBAIN
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE HISTORIQUE
RETROCESSION DU CŒUR D'ÎLOT DES MOULINETS
CORRECTION APPOURTEE A LA DELIBERATION n°227 DU 12 DECEMBRE 2017**

Monsieur Philippe WESTRELIN

La commune a missionné la SPL Pays de Grasse Développement en tant qu'aménageur public pour la réalisation des travaux liés aux îlots dégradés conformément au dossier signé par la Ville avec l'ANRU dans sa stratégie de Renouveau Urbain du Grand Centre. Dans ce cadre Pays de Grasse Développement, après avoir acquis l'ensemble des terrains d'assiette du projet de restructuration de l'îlot des Moulinets, a réalisé les travaux de curetage, d'écrêtement et d'aménagement du cœur d'îlot, conformément au plan de sauvegarde et de mise en valeur de Grasse. Elle a ainsi permis la création d'espaces publics en cœur d'îlots et des passages sous immeubles donnant sur les rues des Moulinets, des Fabriques et Marcel Journet. L'ensemble de ces travaux en cœur d'îlots ayant été terminés et réceptionnés, il y a lieu de procéder sur les emprises foncières du cœur d'îlot des Moulinets à la rétrocession à l'euro symbolique entre la SPL Pays de Grasse Développement et la Commune. Le conseil municipal dans sa séance du 12 décembre 2017 a approuvé cette rétrocession, mais une erreur matérielle est intervenue dans la désignation d'une des parcelles. Par conséquent, je vous demande de bien vouloir approuver cette nouvelle délibération en rectifiant la désignation de la parcelle afin qu'ensuite l'acte de rétrocession puisse être réalisé.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2018 – 146 COMPOSITION COMMISSION DE CONTRÔLE FINANCIER
MODIFICATION**

Monsieur le Maire

La fonction de président de la commission de contrôle financier est susceptible d'être déléguée par Monsieur le Maire selon le fondement de l'article L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales. C'est sur ce point qu'il est proposé de modifier la composition des membres titulaires et suppléants.

Je vous demande de bien vouloir préciser que la commission est composée :

- du Maire ou son représentant,
- de 6 membres du Conseil Municipal titulaires dont deux appartenant aux groupes d'opposition,
- de 6 membres du Conseil Municipal suppléants dont deux appartenant aux groupes d'opposition,
- de 5 personnes qualifiées

DESIGNER en qualité de représentants du Conseil Municipal :

6 Titulaires :

Madame Valérie COPIN
Madame Nicole NUTINI
Madame Dominique BOURRET
Monsieur Jean-Paul CAMERANO
Madame Magali CONESA
Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI

6 Suppléants:

Madame Catherine BUTTY
Madame Anne-Marie DUVAL
Monsieur Christophe MOREL
Madame Brigitte VIDAL
Madame Mekia Noura ADDAD
Madame Corinne SANJUAN

DESIGNER en qualité de personnalités qualifiées :

Le Directeur des finances,
La Chef du service de la commande publique,
Le ou les Directeurs Généraux Adjointes en charge du dossier concerné,
Des représentants d'associations d'usagers
Le Contrôleur de gestion

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Monsieur le Maire

La ville de Grasse est propriétaire d'un tènement foncier constitué de 10 parcelles sur la commune d'Opio et de 2 parcelles sur la commune de Châteauneuf - ensemble totalisant 461 695 m². Ce tènement a fait l'objet d'un bail emphytéotique à compter du 1^{er} avril 1988 pour l'exploitation d'une activité golfique dont le terme est arrivé à échéance le 31 mars 2018. La société Omnium Invest, précédemment emphytéote, a fait part de sa volonté d'acquérir ce tènement dont les Domaines ont estimé la valeur vénale à 8 230 000 €.

Le montant a été négocié à 7 500 000 €.

Ce prix se justifie par l'appréciation de la valeur de marché de ce tènement golfique par l'acquéreur, par l'incomplétude du tènement foncier appartenant à la ville de Grasse pour pérenniser l'activité notamment du fait de l'implantation du clubhouse sur les terrains appartenant à la commune de Châteauneuf, par les nécessaires montants à investir pour créer d'une part un système d'arrosage adapté à une politique de développement durable et d'autre part, pour répondre aux nouvelles attentes des golfeurs (nouveaux modes de jeux), montant estimé par la société à plus de 1 500 000 € (un million cinq cent mille euros).

Ces terrains cédés sont classés en espaces golfiques - espaces « naturels non urbanisables » - tant au schéma directeur de la Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis, qu'aux PLU des communes d'Opio et de Châteauneuf.

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ainsi que la commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans leur séance du 11 septembre 2018, je vous demande de bien vouloir adopter le principe de la cession moyennant le prix de 7 500 000 euros avec la société Omnium Investment Co, dire que le prix de cession en deçà de l'avis des domaines est motivé par l'incomplétude de ce seul tènement en lui-même pour pérenniser l'activité golfique et des investissements à réaliser et m'autoriser à signer tous les actes et documents nécessaires à cette cession, notamment l'acte de vente à intervenir avec la société Omnium Investment Co concernant les parcelles cadastrées Section A n°301, 326, 327, 328, 329, 330, 909, 963, 965 et 1071 sur la commune d'OPIO et cadastrées section AS n°2 et 4 sur la commune de Châteauneuf pour un montant de 7 500 000 € dont les modalités de paiement seront le versement de 4 000 000 € le jour de la signature, de 1 500 000 € avant le 31 décembre 2019 et de 2 000 000 € avant le 31 décembre 2020. Je tiens à préciser que ces lieux sont classés en espaces golfiques non urbanisables car j'ai vu sur les réseaux sociaux que des personnes pensent que si on vend le golf c'est pour faire à la place des constructions. Les PLU d'Opio et de Châteauneuf ainsi que le SCOTT de la Casa ne permettraient pas cela. Ce lieu est une réserve d'expansion de crue pour la Brague et le restera.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les élus.

Je prends la parole sur cette délibération qui marque une certaine idée de gestion du patrimoine de la commune. Il s'agit ici de vendre un tènement foncier sur les communes de Châteauneuf et d'Opio, évalué par les domaines à 8 230 000 € pour lequel on souhaite le céder à 7 500 000 €. Un petit rappel, ce bien provient d'un legs datant de 1936 de la famille RIOU AUNE. Ce legs se compose d'un ensemble de plus de 460 000 m² avec un tombeau édifié en 1924 à la mémoire du fils décédé. Aujourd'hui, il est aménagé en golf 18 trous, un club house plus un restaurant qui accueille de nombreux événements, loué au profit de la commune pour un montant de 90 000 € environ annuel, par le biais d'un bail emphytéotique. Le bail est arrivé à terme le 31 mars 2018, ceci conduit donc la commune à jouir de la pleine propriété des équipements. La Mairie veut céder l'entière propriété bâtiment plus tènement foncier à la valeur des domaines soit 8 230 000 €, c'est-à-dire un seuil planché. Une réflexion sur le prix : la commune souhaite céder ce bien évalué à 8 230 000 € en dessous de sa valeur, c'est-à-dire 7 500 000 €. Pourquoi un tel abattement ? La question mérite d'être posée. Cet abattement peut s'apparenter à une subvention publique indirecte si on regarde le droit européen. Rien ne justifie cette vente de gré à gré de 10 % en moins de la valeur des domaines. Il ne s'agit pas d'un bien d'intérêt général me semble-t-il. Dans cette

vente de gré à gré un exploitant sortant, la société Omnium investment, diminue de plusieurs centaines de milliers d'euros, 1 500 000 € au titre de travaux, de modernisation. Cela me semble, selon moi, un très beau cadeau. Ce n'est pas légal. D'autre part, une telle vente devrait faire l'objet d'une mise en concurrence la plus large, compte tenu de l'activité. Il y a fort à parier qu'avec une mise en concurrence le produit de la cession serait supérieur de 25 à 30 %. Les réserves foncières à Opio et Châteauneuf même classées à ce jour N, je ne connais pas à ce jour un fonds d'investissement qui ne se positionnerait pas. J'ai regardé attentivement comme vous les règlements NG des PLU Châteauneuf et Opio s'appliquant aux parcelles vendues. Celui d'Opio est suffisamment vague pour permettre des évolutions rapides en matière de bâti donc peut-être un cadeau supplémentaire à la société Omnium investment qui est tout sauf philanthrope et qui a dû regarder cela de très près. Vous allez me dire que l'état des finances de la commune de Grasse, justifie cette opération et la transaction financière y afférente. J'ai une alternative à proposer à la commune, aux grassois, pour une meilleure solution. Une alternative crédible existe pour maintenir le haut de bilan de la ville et financer l'exploitation. Il conviendrait de lancer un avis d'appel à la concurrence pour une gérance pour une durée de 20, 30 ans à déterminer via une concession de service. Cette possibilité est offerte grâce à une ordonnance du 29 janvier 2016 avec un loyer annuel qui pourrait être fixe et une partie au prorata du chiffre d'affaire de l'exploitant à verser à la commune qui serait nettement supérieur au loyer actuel. Pour rappel aujourd'hui : 7 500 € mensuel. Cela ferait selon moi une ressource conséquente pour la commune qui conserverait son patrimoine. Ces revenus encaissés serviraient peut-être à rembourser des annuités d'emprunt existantes ou à venir. De plus, selon mon appréciation de la gestion du patrimoine, cela permettrait de respecter une règle d'or. On ne finance pas ses dépenses de fonctionnement en bradant son patrimoine. On vend de l'actif pour recréer de l'actif et donc on maintient le haut de bilan de la ville. En conclusion contrairement aux apparences et à ce que vous avancez, cette vente n'est pas du tout favorable à la commune de Grasse. C'est un vrai cadeau fait à cette société privée. Alors parce qu'il manque des pièces au dossier, l'acte authentique, le legs, parce qu'il n'est pas sûr que la commune puisse vendre en respectant les termes du legs, parce que la valeur ne se justifie pas, parce que l'absence de mise en concurrence à la vente comme concession de service est incompréhensive et injustifiée, parce que la vente est illégale au point de vue du droit européen et parce que Monsieur VIAUD vous commettez selon moi une faute lourde de gestion par votre précipitation par votre absence de réflexion, par vos limites en matière de gestion, parce que vous bradez le patrimoine de la ville de Grasse et donc des grassois, je voterai contre cette délibération. Merci beaucoup.

Monsieur Paul EUZIERE

Voir intervention jointe en annexe.

Madame Myriam LAZREUG

Je souhaite féliciter Monsieur CAMERANO qui aujourd'hui se présente en grand défenseur des finances publiques de la ville alors que depuis quatre ans et demi il vote toutes les délibérations que vous avez présentées, notamment Belambra et la zone des Hangars, qui étaient les mêmes qu'aujourd'hui avec des cadeaux aux promoteurs. Il est vrai que les élections approchant il est temps de se refaire une virginité. En ce qui concerne la délibération qui nous est soumise aujourd'hui, je suis étonnée, nous avons eu la même délibération au mois de juin et déjà à cette époque la délibération mentionnait l'avis des Domaines en blanc puisque celui-ci n'était pas rendu et le prix négocié en blanc. Donc vous saviez qu'avant que les Domaines n'ait fait une évaluation, vous saviez que vous alliez baisser ce prix et négocier avec le promoteur. Je trouve cela curieux. J'ai quelques questions à poser pour cette délibération parce que comme le dit Paul EUZIERE elle est plus que succincte. Est-ce qu'il y a encore des héritiers vivants du legs RIOU ? Est-ce que ces derniers pourraient contester ce que vous faites et demander l'annulation du legs Riou ? A-t-on fait des recherches afin de savoir si cette décision pouvait avoir des conséquences au niveau de ce legs ? Comment se fait-il qu'à chaque évaluation des Domaines vous trouvez systématiquement le moyen de réduire cette évaluation et de faire cadeau à celui qui achète de 1 000 000 €, ou plus au motif que le pauvre acheteur doit faire des investissements ? Si l'acheteur propose un prix c'est qu'il a calculé qu'il doit faire un investissement et s'il veut acheter c'est parce qu'il sait que cet investissement va être rentable. Je ne vois pas pourquoi, en plus de proposer un prix déjà bien à la baisse on lui fait cadeau du montant de ces investissements qui doivent être à la charge de celui qui achète et non pas à la charge de la ville. Ce n'est pas ce qui doit motiver une baisse de prix au niveau de l'évaluation des Domaines et

les Domaines lorsqu'ils ont évalué le golf savait pertinemment que la commune de Châteauneuf ne voulait pas vendre les 5 hectares dont elle est propriétaire. Donc vous ne pouvez pas justifier non plus la baisse de prix par le fait que les 5 hectares ne seront jamais vendus à la société Omnium investment puisque les Domaines savaient et en ont tenu compte dans leur évaluation de la situation qui était présentée au niveau de la commune de Châteauneuf. Etes-vous sûr d'avoir le droit en l'état d'utiliser cette procédure pour vendre le golf d'Opio ? Il me semble que vous vous trompez de procédure.

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

Ne pensez-vous pas qu'il serait peut-être judicieux de retirer aujourd'hui cette délibération sans entrer dans les détails ? 46 hectares de réserve naturelle entre Opio et Châteauneuf représentent un bien inestimable. Quel que soit la situation des finances de la ville, qui sont difficiles et pas entièrement de votre fait, c'est un bien qui est plus que précieux. Peut-on acter aujourd'hui la disparition de ce patrimoine pour la ville ? C'est une question que je pose en toute franchise et solennité.

Madame Myriam LAZREUG

Si cette délibération était votée, à quoi serviraient les fonds récupérés ?

Monsieur le Maire

Monsieur EUZIERE pouvez-vous m'expliquer ce que vous entendez lorsque vous dites que je suis proluxe ?

Monsieur Paul EUZIERE

Je trouve qu'une délibération qui ne cite même pas l'origine, le legs, alors que c'est une question essentielle de droit, je trouve cela curieux. Je connais l'histoire du legs RIOU depuis très longtemps.

Monsieur le Maire

De là à dire que je dis tout et n'importe quoi.

Monsieur Paul EUZIERE

Ce n'est pas la vente d'un terrain anodin.

Monsieur le Maire

Comme la vente du terrain des Hangars où vous ne deviez pas faire de recours.

Monsieur Paul EUZIERE

Par exemple.

Monsieur le Maire

Mais vous avez quand même fait un recours.

Monsieur Paul EUZIERE

Vous souhaitez que j'en fasse un là aussi ?

Monsieur le Maire

Vous êtes libre Monsieur EUZIERE.

Monsieur Paul EUZIERE

Vous me posez une question. Vous parlez de volubilité.

Monsieur le Maire

Normalement lorsque l'on se parle Monsieur EUZIERE et lorsqu'on se dit quelque chose on respecte.

Monsieur Paul EUZIERE

Je respecte toujours ma parole.

Monsieur le Maire

Je ne crois pas.

Monsieur Paul EUZIERE

Je parle du legs RIOU. Quand on parlera des Hangars, on en parlera ensemble et je vous montrerai ce que la ville a fait.

Monsieur le Maire

Vous vous étiez engagé à ne pas faire de recours. Tout et n'importe quoi c'est aussi de dire dans le bureau du Maire et en face du Maire, je m'engage à ne pas faire de recours et vous le faites.

Monsieur Paul EUZIERE

Je dis que vous êtes volubile sur certains sujets. Je parle de la délibération qui nous concerne le legs RIOU et après on parlera des Hangars.

Monsieur le Maire

Avec plaisir.

Monsieur Paul EUZIERE

Pourquoi ce manque à gagner sur l'estimation des Domaines ? Cette estimation est discutable parce qu'ils n'ont pas visité le terrain. A quoi destinez-vous l'éventuel produit de cette vente ?

Monsieur le Maire

Vous connaissez ce dossier dans les moindres détails et vous avez pris la lecture suivante : « Les immeubles que je possède sur la commune d'Opio et de Châteauneuf constituent... » et vous avez lu ce texte et vous vous êtes arrêté à : « je déconseille de ne rien détacher du domaine, aucune parcelle de terrain ». Vous avez omis ou occulté cette phrase vous vous êtes arrêté volontairement à « suivant nos accords ». La phrase qui suit n'interdit pas de détachement parcellaire. Vous le savez car vous avez voté favorablement au détachement parcellaire sur ce legs-là, en 2001. La vente de la Maison POPOV, j'ai dans les mains la délibération que vous avez votée favorablement sur la cession de ce legs. Monsieur EUZIERE, avez-vous voté favorablement sur la cession et le

démembrement parcellaire de ce legs ? Oui ou non ? Oui. Vous avez omis de dire cette phrase qui n'interdit pas mais qui déconseille de vendre une partie du bien.

Monsieur Paul EUZIERE

J'ai voté une proposition de votre prédécesseur, Maire honoraire, Monsieur Jean-Pierre-Leleux. Avez-vous lu la délibération ?

Monsieur le Maire

Je l'ai lue et je la donnerai tout à l'heure à Nice-Matin.

Monsieur Paul EUZIERE

Lisez l'argumentaire de Monsieur Leleux.

Monsieur le Maire

Vous avez voté la cession de ce legs, à ce lieu, sur ce démembrement, sur ce site, ce jour-là cela ne vous a pas gêné.

Monsieur Paul EUZIERE

Qu'est-ce que ça change ?

Monsieur le Maire

Cela change que vous vous contredisez. Vous ne lisez qu'une petite partie du legs pour créer de l'émotion et cela n'interdit pas ce détachement.

Monsieur Paul EUZIERE

Vous voulez dire que votre prédécesseur Monsieur Leleux a porté atteinte.....

Monsieur le Maire

Pas du tout ! Ce n'est pas ce que je dis. Je dis que vous étiez favorable à un détachement parcellaire sur ce legs.

Monsieur Paul EUZIERE

Oui. Mais aujourd'hui je trouve anormal que l'on bazarde tout. C'est différent.

Monsieur le Maire

La totalité n'est pas vendue. Je veux aussi éclairer les grassois sur cette question-là. Le tènement foncier de la FPJR où il y a la maison pour les handicapés.

Monsieur Paul EUZIERE

Vous ne pouvez pas le vendre puisqu'il y a un bail emphytéotique sur cette partie-là.

Monsieur le Maire

Toute la partie du chemin du camp de Tende sera conservée par la ville de Grasse.

Monsieur Paul EUZIERE

Combien d'hectares ?

Monsieur le Maire

Je vous donnerai la totalité des parcelles.

Monsieur Paul EUZIERE

Sur 70 hectares, Monsieur Leleux en a enlevé combien ?

Monsieur le Maire

Vous et Monsieur Leleux.

Monsieur Paul EUZIERE

Je n'étais pas responsable de l'exécutif.

Monsieur le Maire

Vous avez voté avec vos deux mains.

Monsieur Paul EUZIERE

Oui, j'ai voté avec mes deux mains une proposition de Monsieur Jean-Pierre Leleux. Combien d'hectares Monsieur Leleux a aliéné ? Vous devez le savoir vous avez la délibération devant les yeux.

Monsieur le Maire

Vous me laissez terminer après je vous redonne la parole. A cette époque vous avez été d'accord pour que l'on démembrer une partie du tènement foncier, en 2001 vous avez validé la vente POPOV. Nous ne vendons pas tout car comme vous le savez il y a l'AFPJR qui accueille des personnes handicapées, qui a cette vocation sociale. Je le précise car des personnes ont fait courir des bruits sur les réseaux sociaux que l'on vendait également ce tènement. J'ai demandé à ce qu'on dépose avec l'AFPJR un permis de construire à la commune de Châteauneuf afin de construire un nouveau bâtiment pour accueillir les personnes qui étaient parties des fontaines parfumées et accueillies à Belambra, et qui seront demain dans des lieux dignes sur ce site et ce legs. Nous respectons sa vocation sociale. Dans ce tènement foncier nous ne possédons pas un tombeau ou un mausolée, c'est sur la commune de Châteauneuf. Nous ne sommes pas concernés par ce site. En septembre 2017 nous avons été saisi par la CASA qui voulait se positionner comme un acquéreur potentiel avant de renoncer compte-tenu du prix et les services des Domaines avaient une estimation. La ville vient de saisir les Domaines pour une actualisation de ces prix mettant en avant le contexte et le retrait de la CASA. Omnium Investment envisage d'acquérir ce tènement foncier et fait une offre initiale qui porte sur un montant 6 000 000 d'euros avec des motifs présentés que nous n'avons pas retenus, sur des investissements lourds à réaliser afin de poursuivre l'activité golfique sur un tènement adapté. La nouvelle estimation fait ressortir un prix de 8 230 000 €. Les Domaines nous ont fait savoir qu'ils ont eu beaucoup de mal à estimer ce bien car sur le plan national il n'y a que 90 golfs. Quoi que vous puissiez penser nous sommes sur une estimation haute qui existe sur le plan national en terme de cession foncière et en terme de prix au mètre carré. Vous pourrez contacter les Domaines pour savoir comment ils ont construit leur estimation. Sur le prix de cette cession, cette valeur vénale est un montant estimé, non un prix de vente prédéterminé. La valeur vénale peut donc différencier du prix de cession. Je ne suis pas là pour faire un cadeau à cette société. L'expérience nous incite à constater que l'estimation des Domaines est éclairante mais souvent à nuancer. Le secteur golfique est particulier. Les cessions sont très rares et uniques dans leur conception. Il ne faut pas confondre une valeur vénale qui est probable et le prix d'une cession qui résulte en

réalité de l'opération de cession. Une marge de négociation est fréquemment admise afin de tenir compte de cette distinction. Dans le cas présent nous parlons de 9 % de rapport à l'évaluation domaniale. Une réponse ministérielle précise en 2013 que les collectivités locales disposent d'un écart de 20 %, ainsi une évaluation domaniale est souvent assortie d'une indication selon laquelle la collectivité locale dispose d'une marge de manœuvre de 10 % à la hausse ou à la baisse soit au total 20 % autour de la valeur centrale. Si le bien est en bon état de fonctionnement, il nécessite des investissements lourds de la part de l'acheteur notamment sur les questions de développement et de modernisation. Ces investissements ont été chiffrés. Le prix proposé est le résultat d'une négociation qui me semble respectueuse des prix du marché. C'est tout sauf un cadeau. L'entreprise souhaitait acheter beaucoup moins que le prix annoncé ce jour. Monsieur CAMERANO on peut vouloir vendre le plus cher possible mais on ne peut pas vouloir quelque chose hors marché car l'entreprise ne viendrait pas signer cet accord. Nous serions dans une situation de blocage sur cette cession. Cette convention précaire que vous évoquez a été faite. Elle se caractérise par une fragilité du droit de l'occupant, une limitation du droit de jouissance, un faible montant de la redevance et dans la situation précaire un montant de la redevance plus faible résulte du fait que le bien est donné à la location et ne peut être l'objet d'un bail commercial et donc par la limitation du droit de jouissance de l'occupant. Je rappelle que nous mettons à disposition uniquement le terrain. Nous ne mettons pas à disposition ni le club house ni le parking. Monsieur EUZIERE est-ce que le club house est sur le domaine communal ? Non. Est-ce que le parking est sur le domaine communal ? Non. Il est notable que la commune de Châteauneuf a conclu avec Omnium Investment le même type de bail. Cette convention précaire de 6 mois est renouvelable une fois pour une redevance dont le montant est identique au précédent. Par ailleurs s'agissant de la continuité d'une exploitation même à titre précaire aucune concurrence ne peut-être générée. La société Omnium Investment poursuit l'exploitation le temps de la négociation et a souhaité le maintien du montant de cette redevance en raison des dernières charges d'investissement non amorties sur la durée souhaitée comptablement. En effet entre 2008 et 2011 ladite société a réalisé sur l'emprise grassoise une nouvelle station de pompage dont vous avez connaissance. Des clôtures anti-gibiers, trois ponts traversant la Brague et enfin je vous rappelle que la ville n'est pas propriétaire de l'entièreté foncière mais de seulement 16 trous du parcours. Le preneur prend à son compte toute la charge de la cession foncière. Sur la question de l'AFPJR et du tènement foncier qui n'est pas détaché, il restera dans les mains de la ville 13 hectares. Dans les années 1950 – 1960 le projet de construction qui concerne à la fois le foyer d'hébergement de vieillards et de jeunes handicapés, ce permis est refusé par les services instructeurs de l'Etat car les conditions d'assainissement ne sont pas jugées satisfaisantes pour l'accueil d'un nombre aussi important de personnes. Mais vous en avez connaissance parce que vous l'avez étudié, parce que vous avez voté favorablement le détachement et la cession foncière d'une partie de ce golf en 2001. Les financements nécessaires ne sont obtenus qu'en 1976 et seulement pour le premier volet qui concerne les jeunes handicapés. La ville a donné un bail emphytéotique à l'association ADIA qui est ensuite devenue AFPJR avec l'aide et le soutien du département des Alpes-Maritimes. Nous avons réitéré un soutien fort et entier à l'AFPJR sur un vaste terrain pour l'accueil d'handicapés mentaux. Ceci va dans le sens de la volonté du légataire qui dans son legs indique qu'en cas d'empêchement de la ville de Grasse la charge du legs pour l'association diocésaine serait différente, un orphelinat agricole pour garçons. Nous sommes proches de la vocation du centre d'aide par le travail de l'AFPJR qui héberge des garçons et qui constitue une aide pour leur famille. Ils sont formés et effectuent des travaux agricoles, le nom de Fernand RIOU apparait bien à l'entrée du centre d'aide par le travail. Dans son legs, elle conseille de ne rien détacher mais ne s'y oppose pas formellement. C'est la phrase que vous avez oubliée de lire. Le tènement demeure une zone naturelle aménagée en golf et n'a pas été dénaturé. Il faut supposer qu'un héritier puisse tenter une action en revendication du legs. Or une telle action se prescrivait initialement par trente ans. Depuis 2008 la prescription en matière civile a été ramenée à un délai de cinq ans quel que soit le cadre législatif pour calculer la date de prescription si celle-ci a été atteinte et au plus tard au 18 juin 2013. Par conséquent les héritiers de la testatrice ne pourraient plus se prévaloir d'une inexécution de la charge par la commune légataire pour demander la révocation de la libéralité. Enfin je précise que nous ne sommes pas dans le cadre d'une opération immobilière. L'ensemble du tènement golfique se situe en zone naturelle golfique tant au niveau du schéma directeur qu'aux PLU des communes d'Opio et de Châteauneuf. Je vous remercie et Madame Lazreug, Monsieur EUZIERE, je vous donnerai ces éléments qui vous permettront je l'espère de vous rassurer. Pour répondre à Monsieur de FONTMICHEL sur la question de faut-il ou pas conserver cet écrin de verdure qui existe il est nullement question de le détruire mais de le conserver puisqu'il restera un golf. C'est la propriété foncière qui n'appartiendra plus à la ville de Grasse. Sur la destination de cette cession d'actif, les 7 500 000 €, la majorité municipale a constaté en début de mandat un rapport de la chambre régionale des comptes. Ce rapport

dit l'urgence, la nécessité de désendetter la ville, de maîtriser la masse salariale de la ville, nous l'avons fait. Ce rapport dit de baisser les participations financières au monde associatif, nous l'avons fait ensemble courageusement, ce n'est pas simple de baisser de 9 % les subventions aux associations. Pour redresser la situation il nous reste une alternative :

1 – l'impôt

2 – la cession d'actif.

Devant les grassois, j'assume de prendre l'option de la cession d'actif et je me refuse d'augmenter l'impôt parce que l'impôt est déjà trop lourd et que les gens n'en peuvent plus.

On peut tout vouloir et tout promettre. Nous nous sommes engagés mes chers collègues de la majorité municipale, et vous vous souvenez cet accord que nous avons passé ensemble, cette volonté de faire une mandature. Notre priorité c'est le désendettement de la ville. Nous avons commencé par désensibiliser 20 000 000 € d'emprunts toxiques. Cela n'a pas été simple. Nous sommes dans une situation financière où si nous voulons améliorer la ville, sortir du réseau d'alerte car c'est un objectif, diminuer les charges d'emprunt, des taux d'intérêts qui étranglent notre ville et pour ce faire soit on améliore les impôts soit on fait des cessions d'actifs et on réaffecte la plus grande partie :

- au remboursement de la dette,
- vers des investissements nécessaires pour la sécurité de nos bâtiments communaux, les récentes situations nous montrent que nous devons avancer sur la sécurité de ces bâtiments communaux,
- vers la réfection de nos routes. Beaucoup de routes ont été rétrocédées du département à la ville sans aucune contrepartie.

Monsieur CAMERANO, je rejette votre proposition alternative que vous avez proposée, elle n'est pas la solution pour désendetter la ville massivement, pour sortir du réseau d'alerte, pour améliorer la situation financière. Je ne crois pas que ce soit une faute de gestion pour reprendre vos propos blessants. Je reviendrai dessus en clôture de cette délibération pour prendre les décisions qui s'imposent.

Monsieur Paul EUZIERE

Lorsqu'en 2001, votre processeur, Monsieur Leleux a proposé cette vente j'avoue que j'étais mitigé. C'était onze hectares qui représentent 14 % des soixante-dix hectares d'origine. Là vous nous proposez 60 %, ce n'est pas tout à fait la même chose. Qui est la société qui bénéficierait de ces 730 000 € d'avantages ? Omnium Invest S.A est une société de capital d'investissement intéressée par des projets novateurs en phase initiale principalement basés en Afrique de l'ouest. Il est clair que nous avons à faire à des philanthropes, à des personnes qui vont garder l'esprit du legs RIOU....Je ne vais pas vous faire lecture de tout le legs. La chose la plus importante c'est que c'est un legs et que cela n'est mentionné nulle part. Monsieur Leleux a commencé à porter atteinte en nous bernant. Je me souviens de la discussion que j'avais eue avec Monsieur Bargain qui avait demandé le testament mais nous ne l'avions pas eu. Certains administratifs qui sont là doivent s'en souvenir. Monsieur Leleux a bazarde onze hectares, je reconnais que je me suis fait avoir. Je me fais avoir une fois mais pas deux et de 11 % pas pour 60 %.

Monsieur le Maire

Ce n'est pas grave ce que vous aviez fait à l'époque.

Monsieur Paul EUZIERE

La gravité des choses ce n'est pas vous qui la décidez. Ce sont les électeurs et la justice. Lorsqu'on accepte un legs on accepte la philosophie y compris de ce qui peut advenir de la vente. La somme que vous pouvez retirer du legs je m'inscris en faux et vous ne pouvez pas l'inscrire au budget pour désendetter la ville. Vous avez dit que les services des Domaines ont été consultés à plusieurs reprises et notamment par la CASA.

Monsieur le Maire

Nous avons eu une discussion avec la CASA pour pouvoir leur vendre.

Monsieur Paul EUZIERE

Sur quelle estimation ?

Monsieur le Maire

Je vous donnerai tout. C'est une estimation des Domaines.

Monsieur Paul EUZIERE

Cette proposition de la Casa est intervenue quand ?

Monsieur le Maire

Avant, mais la CASA n'avait pas les moyens d'acheter ce tènement foncier.

Monsieur Paul EUZIERE

Depuis le 14 juin ?

Monsieur le Maire

Non avant le 14 juin.

Monsieur Paul EUZIERE

Non puisque l'évaluation date du 14 juin.

Monsieur le Maire

Il y en a eu une avant.

Monsieur Paul EUZIERE

Ce n'est pas possible car elle serait mentionnée. De plus au mois de juin lors des commissions on nous a dit qu'il n'y avait pas eu d'évaluation car c'était très difficile.

Monsieur le Maire

C'est très difficile d'évaluer un golf.

Monsieur Paul EUZIERE

Donc il n'y a pas eu d'évaluation. Oui ou non.

Monsieur le Maire

Je vous donnerai tout ce qui a été fait. Vous vous rendez compte de ce que vous évoquez. Vous dites qu'on veut faire un cadeau à une société.

Monsieur Paul EUZIERE

730 000 € de rabais par rapport à un prix indiqué c'est un cadeau ou une libéralité infondée.

Monsieur le Maire

Ce n'est ni une libéralité infondée ni un cadeau. C'est le fruit d'une discussion dans laquelle l'acheteur n'aurait pas acheté et d'ailleurs il ne voulait pas acheter.

Monsieur Paul EUZIERE

Il n'a qu'à pas acheter.

Monsieur le Maire

Dans ces conditions on ne désendette pas la ville.

Monsieur Paul EUZIERE

On ne doit pas louer à 96 000 €. Normalement c'est 5 % de la valeur estimée soit 400 000 € par an. Voilà la base de la location d'un bien.

Monsieur le Maire

Vous êtes spécialiste golfique, c'est une bonne nouvelle.

Monsieur Paul EUZIERE

Cela n'a rien à voir avec le golf.

Monsieur le Maire

Ce n'est pas un cadeau et si je peux conclure sur l'affectation puisque Madame LAZREUG m'a posé cette question-là, je vais proposer cette vente à 750 000 € au conseil municipal et pour majeure partie de porter au désendettement de la ville, aux bâtiments communaux, sur les véhicules....

Monsieur Paul EUZIERE

Je vous dis que c'est illégal.

Monsieur le Maire

Vous jouez sur les mots. On cèdera cet actif et l'objectif sera dans cet esprit. Dans la salle nous avons Monsieur DAVET que vous traitez de philanthrope et vous souhaitez qu'on lui loue le golf à 400 000 € par an. La location maximale pour un 16 trous est à 250 000 €. Vous pouvez le vérifier.

Monsieur Paul EUZIERE

Non c'est par rapport à la valeur du bien.

Monsieur le Maire

Pour un 36 trous.

Monsieur Paul EUZIERE

Non c'est 5 % de la valeur du bien estimé.
Monsieur DAVE défend ses intérêts et nous on défend l'intérêt des grassois.

Monsieur le Maire

Moi je défends les intérêts des grassois. Pour le prix il faut regarder ce qui se pratique sur les 36 trous et sur le plan national. Nous ne pouvons pas déterminer unilatéralement qu'on va le louer 400 000 € parce que vous le décidez, il y a une valeur du marché qui s'impose à nous.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Le meilleur moyen de garder le site préservé de toute construction c'est dans garder la maîtrise. Si on est attaché à cet espace vert on le garde, on le loue, on bénéficie de ce que nous rapporte ces loyers. Vous avez lourdement insisté sur un point c'est inconstructible, cela ne peut pas être urbanisé. Ce qui justifie à vos yeux que c'est inconstructible et que ça le restera c'est le fait que les PLU d'Opio et de Châteauneuf et le SCOT de la CASA disent que c'est inconstructible. Vous ne pouvez pas m'assurer que, dans dix ans ou plus, ces PLU ne seront pas modifiés et vous le savez très bien. Aujourd'hui on vend un terrain inconstructible mais demain on prend le risque que ce terrain inconstructible qu'on a gardé presque depuis 75 ans devienne constructible. On se dira timent on n'a pas fait une bonne affaire et j'ai envie de dire comme d'habitude. Si on fait un petit calcul, 90 000 € de loyer, les acquéreurs sont prêts à mettre 75 ans de loyer. Moi il me semble que si un locataire est prêt à mettre sur la table 75 ans de loyer c'est que quelque part il a une petite idée derrière. Si c'est loué à ce point peu cher il faudra attendre 75 ans pour rentrer dans les fonds, quelque part il y a tout intérêt à rester locataire. Les chiffres, le bon sens, l'histoire montrent que l'idéal serait de ne pas faire cette vente. Je tiens à remercier Monsieur CAMERANO qui a proposé une alternative. Monsieur VIAUD vous nous avez dit qu'on est au pied du mur soit on augmente les impôts soit on vend le patrimoine. Vous avez cité la cour des comptes, pourquoi sommes-nous si mal aujourd'hui ? Parce que vous avez très mal géré la ville depuis 2014. La cour des comptes préconisait une baisse de la masse salariale de la ville. Or si on en revient au débat que nous avons eu lors du vote du budget, la masse salariale de la ville n'a pas baissé comme vous le dites. Elle a augmenté et les 125 personnes qui sont parties à la retraite depuis que vous êtes élu Maire ont généré 125 embauches, contrairement à toutes les déclarations que vous avez faites. Je vous rappelle qu'en 2014 vous nous aviez annoncé que sur trois départs à la retraite seul un poste serait maintenu. Au bout de 5 ans, cinq départs à la retraite, cinq embauches et la masse salariale qui augmente. C'est cette mauvaise gestion qui nous oblige aujourd'hui à vendre dans la précipitation, un patrimoine qu'on a acquis il y a 75 ans. Ce qui est important ce sont les actes et dès demain nous ferons tous les recours devant toutes les juridictions afin de vous empêcher de brader le patrimoine des grassois.

Monsieur le Maire

Merci beaucoup.

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

Pour revenir sur mes propos, je n'ai pas dit que je souhaitais que ce terrain reste un golf ou un espace naturel même si je le souhaite. J'ai signalé que pour moi la vente de ces 46 hectares de forêt était juste inconcevable, inestimable à n'importe quel prix. Pour les grassois et pour la ville c'est un espace plus que précieux. L'histoire nous montre que ceux qui se sont enrichis ce sont ceux qui ont su garder les espaces qui à l'époque ne valaient rien. Ce n'est pas une question économique mais éthique. On ne devrait même pas avoir l'idée de vendre ce bien. Ensuite je souhaite revenir sur la délibération que Monsieur EUZIERE a voté en 2001 et qui ne souhaite pas revoter aujourd'hui c'est plutôt bon signe de voir que les gens sont capables d'évoluer et de changer d'avis et de reconnaître leurs erreurs. Sur les moyens de gérer il y a les cessions d'actifs, les impôts et il y a aussi le choix ou non de continuer certains projets qui impactent les finances de la ville et qui auraient pu être revus en conseil municipal pour éviter cette situation de stress financier dans lequel nous sommes et dont vous n'êtes pas responsable puisque vous avez hérité de certains projets qui pèsent et nous acculent.

Monsieur le Maire

Merci pour votre intervention. Effectivement, nous avons démarré en avril 2014 dans une situation difficile. Nous avons pu constater ensemble que la ville était fragilisée par un niveau de dette grevant fortement sa situation financière et le niveau d'épargne qui était insuffisant que nous avons plus que doublé. Nous avons de nets progrès sur la capacité d'autofinancement. Personne ne peut démentir cette question ni même Monsieur CASSARINI omniscient sur des questions de masse salariale et de personnel.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Vous demanderez à Monsieur DECKMYN le travail que j'ai fait concernant le personnel. Je ne suis pas omniscient. Je me suis basé sur des chiffres qui m'ont été transmis par l'administration.

Monsieur le Maire

Est-ce que la capacité d'autofinancement a doublé depuis le début de la mandature ?

Monsieur Stéphane CASSARINI

Je vous ai parlé du fait que contrairement à ce que vous dites la masse salariale n'a pas baissé mais augmenté. A chaque départ à la retraite vous avez généré une embauche.

Madame Valérie COPIN

Je souhaite rappeler que lorsque nous nous sommes rencontrés Monsieur CASSARINI, nous avons géré les activités du périscolaire qui représente un nombre d'embauches important. Concernant la masse salariale vous n'êtes pas sans savoir qu'il existe un GVT, que nous avons des contraintes de la part de l'Etat au niveau des salaires et des charges, sans compter les évolutions et les avancements qui se font de manière imposée de la part de l'Etat. Je ne rentrerai pas plus dans le détail mais la porte de Monsieur DECKMYN est ouverte.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Je sais qu'elle est ouverte puisque j'ai bénéficié de cette ouverture plusieurs fois et je l'en remercie. Donc vous confirmez Madame que la masse salariale a bien augmentée ?

Monsieur le Maire

Nous vous fournirons tous les chiffres.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Maintenant que vous justifiez cette augmentation par le GVT etc, pourquoi encore que cela se discute ?

Monsieur le Maire

Vous verrez, on a moins de collaborateurs que par le passé et les chiffres vous le montreront.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Moins de collaborateurs lorsqu'on a trois chauffeurs, on voit où sont les économies.

Monsieur le Maire

Vous verrez, je vous donnerai les chiffres.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Je les ai les chiffres. Je les ai reçus de l'administration.

Monsieur le Maire

Je vais terminer mon intervention sur notre objectif qui sera atteint dans cette volonté de réduire cette situation financière. Ce volume de dépenses a été contraint de près de 3 000 000 € par rapport à 2014. Alors la Chambre Régionale des Comptes tablait sur une diminution de 0,5 million d'euros. Quant à la charge financière on constate une diminution de son volume de 1,5 millions d'euros soit près de 30 % de diminution des charges financières. Cela a été difficile Monsieur CASSARINI.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Je vous parle de la masse salariale parce que vous en avez parlée. Vous pouvez parler sur d'autres sujets mais on a une délibération...

Monsieur le Maire

Je parle de tout cela parce que cela fait partie de la stratégie. Si on souhaite obtenir nos objectifs on doit céder des actifs. On ne les brade pas. On ne souhaite pas faire un cadeau à Omnium Invest. Je ne sais pas qui a dit que c'était un fonds de pension. C'est une gestion patrimoniale et familiale de Monsieur BOISSONNAS.

Madame Brigitte VIDAL

Tout à l'heure je me suis exprimée devant la majorité et pour des questions de morale, Monsieur le Maire je m'abstiendrai sur cette délibération.

Monsieur le Maire

Expliquez-nous les questions de morale ?

Madame Brigitte VIDAL

Pour moi, lorsqu'il s'agit d'un legs qui a été donné par une famille sur une commune, je pense que nous avons assez d'actifs pour vendre d'autres choses mais pour moi, pour mon engagement je m'abstiendrai sur cette délibération.

Monsieur Ludovic BROSSY

Je suis étonné que nous ne sommes pas parvenus à une meilleure négociation pour 46 hectares, sur la côte d'Azur entre Opio, Valbonne et Grasse qui sont des endroits qui font rêver. Je rejoins l'appréciation de Monsieur CAMERANO sur le projet qu'il a proposé, à savoir trouver une solution de location. Nous sommes en position de force et j'ai l'impression qu'on agit comme si nous étions sous la contrainte. Oui, nous sommes sous la contrainte d'un point de vue budgétaire mais pas au point de vue négociation avec le propriétaire des lieux et je ne parle pas d'un bail emphytéotique qui termine dans dix ans. Ce bail est terminé. Nous sommes censés imposer un prix et si ce prix ne convient pas, nous sommes capables de le mettre en concurrence. Quel est le chiffre d'affaire de ce golf ? C'est déterminant lorsque l'on fait une négociation au niveau d'un prix. Quels sont vos revenus ? Comme cela nous pouvons ponctionner une partie du chiffre d'affaire. On vous met une redevance qui n'est pas ce que l'on attend mais on vous prend une partie du chiffre d'affaire. On ne perd pas la partie actif. On ne peut pas vendre en perdant tout ce qui fait la richesse de Grasse. Il y a des aspects de morale mais également des aspects pratiques. Nous avons l'exemple de nos amis de Belambra, où vous avez tous votés un bail emphytéotique, où on donne de l'argent à Belambra alors que c'est eux qui nous en doivent. Je peux comprendre que pour une meilleure gestion de la commune on récupère un maximum de capitaux pour se désendetter. Mais

lorsque l'on donne de l'argent pour récupérer des biens qui nous appartiennent, il y a quelque chose qui ne va pas. Là on ne donne pas d'argent on brade. Le groupe va voter contre et je ne comprends pas qu'il n'y ait pas plus de CAMERANO dans la majorité. C'est de la gestion pure et simple de la vision à long terme dont on parle. On va demander un vote à bulletin secret pour que les gens qui ont une conscience citoyenne puissent voter contre ce projet. Nous nous associerons à l'alternative pour tous les recours possibles.

Monsieur le Maire

Nous procédons au vote.

Qui demande un vote à bulletin secret ?

Nous ne sommes pas à un tiers de l'assemblée.

Juste avant de conclure le chiffre d'affaire de la société est de 2 300 000 € et ils ont un résultat négatif.

Monsieur Ludovic BROSSY

Un résultat négatif dans la gestion d'une société c'est juste parfois un petit système d'écriture pour éviter de payer des impôts.

Monsieur le Maire

Je vous donnerai la liasse fiscale.

Nous allons procéder au vote à main levée puisque nous n'avons pas un tiers de l'assemblée.

Monsieur EUZIERE, Madame ADDAD, Madame CONESA, Monsieur BROSSY, Madame CATTART, Monsieur VOARINO, Monsieur de FONTMICHEL, Madame LAZREUG, Monsieur CASSARINI, Madame SANJUAN, Monsieur CAMERANO votent contre et Madame VIDAL s'abstient.

La délibération est adoptée à la majorité.

Ce jour je prends acte du positionnement de Monsieur Jean-Paul CAMERANO qui en choisissant de voter contre à l'occasion du vote de la délibération portant sur la cession d'un tènement foncier dont nous venons largement de parler, affiche une posture de défiance que nous ne pouvons pas accepter de la part des membres de la majorité municipale, qui a toujours eu connaissance du projet politique porté et défendu par notre équipe depuis quatre ans. Madame LAZREUG évoquait la proximité d'échéance municipale, je n'irai pas jusque-là mais on ne découvre pas un projet politique après quatre années en ayant été à l'intérieur d'un groupe majoritaire. Nous avons ensemble construit des réflexions. En effet, la majorité municipale que je conduis depuis le début de la mandature mène une stratégie clairement affichée de politique de cession foncière. Le programme de valorisation de nos actifs tel qu'établi doit être pensé comme un levier important pour contribuer aux politiques municipales et mener à bien des projets structurants, ambitieux. Pour le devenir de la ville de Grasse, parce que la ville a besoin qu'on redresse la situation financière, parce que la ville a besoin qu'on sorte du réseau d'alerte, parce que la ville a besoin de retrouver des capacités d'investissements, de diminuer les intérêts d'emprunt. Ce travail intervient en complément des actions engagées pour désensibiliser, pour diminuer notre encours de dette pour réduire des dépenses de fonctionnement, pour réduire des charges financières sans remise en cause des taux de fiscalité locale que nous ne voulons pas augmenter. Cette soudaine prise de position publique de la part de Monsieur CAMERANO marque un terme à une collaboration qui ne saurait se poursuivre. Alors même que ce lien de confiance est rompu, la fidélité, la loyauté, la constance sont à mes yeux des valeurs essentielles sur lesquelles je ne saurais transiger et sur lesquelles nous ne saurions transiger. Elles seront au cœur de mon engagement et de mes convictions personnelles et j'attends de mes coéquipiers qu'elles soient respectées car elles sont selon moi une condition nécessaire à la réussite de tout projet entrepris collectivement. Elles ne sont plus aujourd'hui partagées par Monsieur CAMERANO. Comme le veut la procédure je signifierai demain à

l'intéressé le retrait de ses délégations de fonction. Je procéderai à la concertation avec mon premier Adjoint à l'attribution de celles-ci, conseiller municipal délégué au Hameau de Plascassier. J'avais accordé ma confiance, un positionnement au sein de la majorité suite à notre première rencontre dans ma permanence sur la place aux Aires où nous avons ensemble parlé de la venue dans ce groupe majoritaire avant même que je sois candidat aux élections municipales permettant ainsi à Monsieur CAMERANO de s'épanouir dans ses missions de conseiller municipal en charge du quartier de Plascassier. Je suis déçu et je pense que le calendrier y est pour quelque chose.

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

Je prends acte de votre décision. C'est votre choix. Je continuerai à siéger en tant qu'élu municipal indépendant et grassois avant tout. Je maintiens également que lorsque qu'on s'est rencontré on n'a jamais évoqué la vente du golf. Je maintiens qu'une solution crédible existe. L'option retenue n'est pas celle-là. Je continue le combat et je continue à siéger et je ne rejoins aucun groupe que cela soit bien clair. Merci.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Je suis très surpris de la brutalité de votre réponse. Monsieur CAMERANO a pris un positionnement divergent de celui de la majorité, sur une délibération en cinq ans. Il a exprimé son point de vue de façon claire. Vous avez vu dans sa déclaration une défiance à votre autorité comme si finalement dans votre majorité il n'y avait pas le choix. Soit on suit, soit on sort. Il faut vous rappeler que les élus de votre majorité ne sont pas des bénis oui oui. Ce sont des gens qui ont une conscience, qui réfléchissent et qui ont le droit d'avoir une opinion divergente. Lorsqu'on réagit d'une façon aussi brutale c'est que quelque part vous ne vous sentez pas si fort dans votre majorité. Si vous aviez été fort vous auriez pris acte de cette divergence, en disant on n'est pas d'accord sur ce point-là, je le regrette. Lorsqu'on est si brutal c'est qu'on est très fragile.

Monsieur le Maire

Je vous remercie pour votre leçon de morale. Dans notre majorité on débat sur des avis mais on a une discipline de groupe. Lorsque vous êtes sorti du groupe majoritaire de Monsieur EUZIERE je n'ai pas commenté votre sortie. Je ne pense que la brutalité soit l'adjectif qui me caractérise. Je suis patient mais lorsqu'on qualifie le responsable de son groupe qui fait une faute de gestion c'est une défiance de même que de ne pas voter le budget. Je préfère une clarification des lignes et des positions au moins pour moi c'est clair.

**CESSION D'UN TENEMENT FONCIER
SUR LES COMMUNES D'OPIO ET DE CHÂTEAUNEUF**

Intervention de **Paul Euzière**

Président du groupe « Grasse à Tous-Ensemble et Autrement »

Reconnaissons que s'il vous arrive très souvent d'être prolix à propos de tout et même de rien, vous savez être synthétique et même ultra synthétique quand il s'agit de sujets qui pourtant, vue leur importance pour les Grassois, exigeraient des présentations plus complètes.

En une ligne et demi, le "résumé synthétique du rapport" nous apprend que *"la ville de Grasse cède à la société Omnium Invest un tènement foncier constitué de 10 parcelles sur la commune d'Opio et de 2 parcelles sur la Commune de Châteauneuf"*.

On peut difficilement dire moins.

Vous pourriez, surtout, dire plus, beaucoup plus pour que les élus et le conseil municipal aient tous les éléments pour se prononcer en pleine connaissance du dossier et que les Grassois sachent ce que vous voulez vendre et avec quel objectif.

Ce n'est absolument pas le cas.

Commençons par le commencement.

Nulle part ne figure, ni dans la présente délibération, ni dans le projet de celle que vous aviez présentée en commission au mois de juin, l'origine de ces 461 695 m² -c'est-à-dire 46 ha- que vous voulez vendre qui n'est pas un terrain anodin mais qui est un legs.

A l'origine, il y a la volonté de Madame Marie Aune veuve de M. Clément Riou qui, par testament olographe en date du 2 octobre 1945 enregistré au Tribunal de Grasse le 13 novembre 1945, **lègue à la commune de**

Grasse instituée légataire universelle, **le Domaine de la Grande Bastide**.
A ce moment là, 70 ha.

Ce legs est fait pour un but bien précis.

Je cite le testament de Mme Riou: "*Les immeubles que je possède sur la commune d'Opio et de Châteauneuf constituant le Domaine de la Grande Bastide devra être affecté par la ville de Grasse à titre perpétuel à une oeuvre ayant pour but de recueillir les femmes âgées de l'arrondissement de Grasse dont les revenus sont insuffisants pour leur permettre de vivre seule. Elles seront reçues dans cette maison de repos où elles seront logées, nourries, soignées, éclairées, chauffées, soit gratuitement celles qui ne possèdent rien, soit en versant à l'oeuvre la totalité ou une grande partie de ce qu'elles possèdent ainsi qu'une partie du mobilier chambre à coucher, linge, etc... qui devront rester à l'oeuvre à titre perpétuel de fonds perdus*".

L'origine de ces 46 ha est donc claire: il s'agit d'un legs avec une destination tout aussi précise qui est incontestablement sociale.

Madame Riou est décédée le 27 octobre 1945.

Le conseil municipal de Grasse réuni le 27 août 1946 sous la présidence du Maire, le Dr Colombar, **a accepté à l'unanimité et définitivement ce legs.**

En Droit, la ville est donc tenue sur cette propriété par la volonté, et en tous cas, l'esprit de la testatrice.

Pendant longtemps, à partir du 1er novembre 1954 et pour 9 ans, ce domaine planté de plusieurs milliers d'oliviers a fait l'objet d'**un bail à ferme avec un fermage annuel.**

En était exclue une parcelle de 14 ha située sur la commune de Châteauneuf.

Tout cela était suivi de très près par une commission municipale pluraliste: la Commission du Legs Riou qui était très attentive à l'entretien et aux revenus pour Grasse que générait cette magnifique propriété.

Ainsi, pour donner une indication à titre d'exemple, en 1949, le Compte Administratif du Legs Riou fait apparaître 1 422 311 fr de dépenses et 2 227 457 fr de recettes; soit 805 146 fr d'excédent.

Le legs Riou "rapportait" donc à la Ville.

En 1988, 46 ha du legs Riou ont été cédés dans **le cadre d'un bail emphytéotique de 30 ans** à une société golfique, aujourd'hui la société suisse Omnium Invest.

Cela ne respectait pas du tout la volonté de Mme Riou.
Mais, c'était il y a 30 ans.

Ce bail emphytéotique est venu à échéance le 31 mars 2018.

Vous avez signé avec la société Omnium Invest une convention pour 6 mois renouvelable pour un montant de 96.000 € pour l'année.

Nous n'avons pas été informés de cette convention qui nous paraît illégale et à un tarif dérisoire.

En effet, à l'échéance d'un bail emphytéotique, le propriétaire -c'est à dire ici la ville de Grasse- récupère les terrains et les constructions et aménagements réalisés.

Et lorsqu'on loue à nouveau (y compris à l'ancien détenteur du bail), on ne loue plus un terrain nu, mais un golf aménagé.

Le tarif de 96 000 € pour l'année pour 46 ha de golf aménagé est dérisoire.

Le prix de la redevance d'occupation temporaire est le même que celui du terrain initial, vierge de tout aménagement et construction !

Je me demande ce qui vous pousse à faire de tels cadeaux à une société suisse alors que les finances de Grasse continuent d'être au rouge !

Vous voudriez maintenant **vendre ces 46 ha pour la somme de 7 500 000 €**, alors que **l'évaluation du service de France Domaines est 8 230 000 €.**

Pourquoi ce cadeau de 730 000 € à la société suisse Omnium Invest, par rapport à l'évaluation du service des Domaines dont nous constatons, une nouvelle fois, qu'il n'a effectué aucune visite sur place ?

Nous souhaiterions également connaître les éléments de comparaison qui ont été pris en compte pour cette curieuse évaluation à distance.

Ils ne sont pas cités.

Comme vous le voyez, la note de synthèse de cette délibération était vraiment très synthétique, "oublieuse" de beaucoup d'éléments clés pour le choix conscient des élus.

D'où nos questions.

**2018 - 148 ARCHIVES COMMUNALES
DON MONFORT**

Monsieur le Maire

Le présent rapport a pour objet de m'autoriser à accepter le don de 24 photographies du château de Malbosc effectué au bénéfice du service des Archives communales par Madame Dominique Monfort. Il convient de formaliser ce don qui illustre parfaitement l'attachement de Madame Dominique Monfort à la sauvegarde du patrimoine.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2018 - 149 ARCHIVES COMMUNALES
DONS FROITZHEIM ET GUERIN**

Monsieur le Maire

Je vous demande de bien vouloir m'autoriser à accepter les dons d'archives de Messieurs Jean-Pierre Froitzheim et Simon Guérin. Monsieur Jean-Pierre Froitzheim souhaite donner aux Archives communales environ 300 cartes postales sous format numérique concernant Grasse, les chasseurs alpins et le hameau de Magagnosc. Monsieur Simon Guérin a donné aux Archives communales un ensemble d'affiches, de circulaires et tracts concernant les emprunts nationaux entre 1915 et 1925 et souhaite déposer l'ensemble de son travail de recherche sur les gendarmes mobiles décédés de la caserne mobile de Grasse. Il convient de formaliser ces dons.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Monsieur le Maire

La Ville de Grasse prépare la commémoration du bicentenaire de la naissance de Charles Nègre (1820-1880), peintre et photographe grassois de renommée internationale. Une plaque existe déjà sur sa maison natale dans la rue qui porte son nom à Grasse. Son atelier photographique était installé pendant plus de 20 ans, quai de Bourbon à Paris, la Ville de Grasse souhaite distinguer ce lieu en y apposant à ses frais une plaque commémorative à la mémoire de Charles Nègre. L'Architecte des Bâtiments de France en charge du secteur de la copropriété parisienne a donné son accord. L'assemblée générale de cette copropriété devra donner son accord pour le dépôt de cette plaque sur ses murs. Cette plaque sera financée par la ville afin de montrer la notoriété de Charles Nègre à Paris.

Monsieur Damien VOARINO

Voir intervention jointe en annexe.

Monsieur le Maire

C'est pour nous une reconnaissance que dans ce lieu soit souligné et mis en lumière Charles Nègre. Qu'est-ce qui vous semble trop cher ?

Monsieur Damien VOARINO

C'est la pose à 1 000 € dans la délibération 2018-150. Nous allons voter la délibération 2018-151.

Monsieur le Maire

Dans les 1 000 € nous avons globalisé les frais de déplacement.

Monsieur Damien VOARINO

Est-ce que la ville de Paris ne peut pas poser la plaque pour nous ? On ne va pas envoyer des agents pour poser une plaque à Paris, surtout que sur le devis il y a déjà 200 € pour la pose.

Monsieur le Maire

J'ai demandé à la ville de Paris de le faire mais ils n'ont pas souhaité le faire. Vous avez raison, je retire la délibération de ce Conseil. Je vais essayer d'obtenir un accord et je reviendrai devant le conseil municipal.

ACHAT ET POSE DE PLAQUES COMMEMORATIVES

Intervention de **Damien VOARINO**,
Conseiller municipal, groupe « Grasse à Tous-Ensemble et Autrement »

Monsieur le Maire, Chers collègues,

Nous sommes bien évidemment enchantés de rendre hommage à l'immense talent de Charles Nègre, un pionnier de la photographie.

Le prix des plaques est de 1028, 40 €. Pour du marbre ?
Mais on peut s'interroger d'avantage sur le coût de la pose 1000 €. Les 4 boulons sont-ils en or ? Autant pour la pose que pour la plaque.

Plus sérieusement ne peut-on pas demander à la ville de Paris d'apposer cette plaque ?

Nous en convenons tous, les sommes ne sont pas astronomiques mais par ces temps de disette, il n'y a pas de petites économies...

2018 - 151 POSE D'UNE PLAQUE COMMEMORATIVE HONORE FRAGONARD

Monsieur le Maire

L'association grasseoise du Cercle culturel a pour mission la promotion culturelle et historique de la région et de Grasse. A la suite de recherches d'archives, la maison natale d'Honoré Fragonard a pu être localisée dans l'îlot entre la rue Font neuve et la rue Courte à Grasse par l'association. Celle-ci souhaite que soit reconnu localement Honoré Fragonard (1732-1799), cousin du peintre Jean-Honoré, premier directeur de la première école vétérinaire à Lyon puis de celle de Maisons-Alfort. Il est prévu de présenter cette requête à l'assemblée générale de la copropriété de l'îlot après accord de l'Architecte des bâtiments de France puis de financer et de poser cette plaque aux frais de la ville de Grasse.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2018 - 152 PHYT'AROM GRASSE
19ème CONGRES INTERNATIONAL D'AROMATHERAPIE ET DE PHYTOTHERAPIE
APPLIQUEES
MODIFICATION DE LA TARIFICATION EN VIGUEUR**

Madame Catherine BUTTY

La 19^{ème} édition du congrès PHYT'AROM GRASSE se tiendra les 4 et 5 octobre 2019 au Palais des Congrès de GRASSE.

Je vous demande de bien vouloir adopter l'actualisation tarifaire des frais d'inscription au congrès proposée en annexe 1 (comparaison tableau annexe 2), modifier les tarifs de location des stands précédemment délibérés (CM 20/09/2016) :

-Location d'un espace stand : 250 € TTC

(1 table, 2 chaises, 1 grille caddie, 1 branchement électrique, 2 badges exposants)

-Location d'un espace stand avec accès aux conférences et aux actes pour une personne : 400 € TTC

Les repas ne sont pas inclus.

Et maintenir les dispositions précédemment adoptées (tableau annexe 2) :

Il convient de prévoir un certain nombre de gratuités ; certains partenaires collaborant étroitement à l'organisation de ce congrès (communication, prêt de visuels ou de matériel, travaux de traduction, conférenciers, comité scientifique et comité de pilotage) pourront bénéficier d'un droit d'accès gratuit aux conférences, d'une gratuité de stand et/ou d'un espace atelier gratuit. Les frais d'inscription au congrès et ceux de location de stand ne sont pas remboursables en cas d'annulation. Ces tarifs et dispositions sont en vigueur jusqu'à une prochaine délibération modificative.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Je propose à Monsieur Pascal PELLEGRINO qui doit quitter notre assemblée de bien vouloir rapporter les délibérations 2018-179 et 2018-180.

**2018 - 179 DUP REALISATION D'UNE AIRE DE RETOURNEMENT
CHEMIN DES PLAINES DE MALBOSC
DELIBERATION COMPLETIVE**

Monsieur Pascal PELLEGRINO

Par délibération du 27 juin 2017, le Conseil Municipal a décidé de solliciter de l'autorité préfectorale un arrêté de déclaration d'utilité publique et de cessibilité en vue de la réalisation d'une aire de retournement dans la continuité du Chemin des Plaines de Malbosc. Dans le cadre de l'instruction réglementaire opérée par les services préfectoraux, ceux-ci ont fait part de la nécessité de détailler le volet « travaux ». La présente délibération décline les travaux qui seront réalisés en régie pour un montant globalisé 1 223,07 € HT.

Madame Myriam LAZREUG

Brièvement puisque le débat a déjà eu lieu il y a quelques mois. Nous voterons contre cette délibération car nous ne comprenons toujours pas pourquoi la ville se mêle d'un conflit purement privé et intervient en réalité par l'intermédiaire d'une demande de DUP pour soutenir un voisin contre un autre. Je trouve cela malheureux.

Monsieur Paul EUZIERE

Voir intervention jointe en annexe.

Monsieur le Maire

Avez-vous d'autres observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

Monsieur EUZIERE, Madame ADDAD, Madame CONESA, Monsieur BROSSY, Madame CATTART, Monsieur VOARINO, Monsieur de FONTMICHEL, Madame LAZREUG, Monsieur CASSARINI, Madame SANJUAN votent contre.

La délibération est adoptée à la majorité.

**DUP – RÉALISATION D'UNE AIRE DE RETOURNEMENT
CHEMIN DES PLAINES DE MALBOSC
Délibération complétive**

Intervention de **Paul Euzière**

Président du groupe « Grasse à Tous-Ensemble et Autrement »

Lors du débat sur la délibération portant sur cette demande de DUP, au Conseil municipal du 27 juin 2017, nous vous avons signalé notre opposition car nous considérons qu'avec cette mesure, **la Ville s'ingère -avec un prétexte d'Utilité Publique- dans un contentieux entre personnes privées.**

Nous vous disions que le Chemin des Plaines de Malbosc se termine en impasse, en amont de l'aire concernée et que, contrairement à ce qui était affirmé dans la délibération 2017-131, il ne s'agit pas du tout de "*sécuriser la circulation sur les voies publiques ou des voies privées ouvertes à la circulation*", mais d'une propriété privée en indivision.

Vous n'avez apporté depuis près d'un an et demi, aucun élément qui puisse nous démontrer que nos observations sont fausses.

Pas plus que vous ne nous avez expliqué pour quelles raisons vous dépensez une telle énergie à vouloir créer, là, chez des particuliers, une aire de retournement, alors que là où devrait exister des aires de retournement parce qu'il y a, de fait, des Établissements Recevant du Public (EPR) -je veux parler, par exemple, des "Fontaines Parfumées" ou du "Château Diter", vous ne prenez strictement aucune mesure de cet ordre pour assurer la sécurité publique.

Il est vrai qu'il est plus facile de s'en prendre à des familles modestes, surtout quand elles sont composées de femmes, que d'exiger l'application de la Loi à M. Bernard Arnault et LVMH ou M. P. Diter.

En juin 2017, nous vous posions la question :

Pourquoi tant d'acharnement chez des privés au Chemin des Plaines de Malbosc ?

Pourquoi tant de mansuétude s'agissant d'EPR établis à Grasse ?

Vous n'avez toujours pas répondu.

Nous votons contre cette délibération "*complétive*", comme nous avons voté en 2017 contre la demande de DUP.

**DUP – RÉALISATION D'UNE AIRE DE RETOURNEMENT
CHEMIN DES PLAINES DE MALBOSC
Délibération complétive**

Compléments à l'intervention de Paul Euzière

Le budget de **1.223,07 €** retenu par les services municipaux est très nettement sous-évalué.

D'autre part, le **plan de reprofilage** établi par le service juridique et foncier le 28 août 2018 se fonde sur les modalités de manœuvres d'un **véhicule de tourisme**.

Or, "le résumé synthétique du rapport" au vu duquel le conseil municipal a autorisé le Maire à solliciter la Déclaration d'Utilité Publique indiquait, pour justifier l'expropriation, que "*les parcelles sont régulièrement occupées par des véhicules empêchant les riverains et **surtout les véhicules effectuant une mission de service public (services de secours, collecte, police,)** à opérer un demi-tour sans manœuvres spécifiques*".

Il faudrait peut être qu'il y ait une cohérence minimale entre les justifications que vous avancez pour cette D.U.P. et les mesures que vous proposez.

Vous prétextez les difficultés de retournement des véhicules de services publics et vous prévoyez un plan de reprofilage pour des véhicules de tourisme.

Où est la cohérence ?

Je note également que le plan établi par les services municipaux ne comporte aucune dimension...

2018 - 180 ESPACES PUBLICS
CONVENTION TRIPARTITE AVEC LE DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES ET
LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE POUR L'ENTRETIEN DU
PARKING DE COVOITURAGE DE LA R.D.9

Monsieur Pascal PELLEGRINO

Le département des Alpes-Maritimes a aménagé et mis en service un parking de covoiturage à la sortie de la pénétrante Cannes Grasse (RD 6185) pour vingt- places de véhicules légers, une place pour personne à mobilité réduite (PMR), deux places véhicules légers électriques, douze places pour vélos dont deux box fermés et six places motos avec éclairage et évacuation des eaux pluviales. L'emplacement proposé se situe sur la route départementale 9 en limite du giratoire « Alambic ». L'aménagement a été réalisé sous maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage départementale et le projet a consisté en :

- La création d'un parking de covoiturage,
- La création d'une borne de recharge pour véhicules légers
- La mise en place d'arceaux et de box vélos fermés
- La création de l'éclairage par la commune,
- La création de l'assainissement et d'un séparateur d'hydrocarbures destiné à recueillir les eaux pluviales du parking
- La mise en place de la signalisation horizontale et verticale.

Une convention tripartite a été établie afin de régir les modalités de répartition et de transfert de l'entretien dudit parking à chacune des collectivités selon ses compétences. En effet, certains ouvrages relèvent de la propriété et de l'entretien de la commune à savoir le réseau d'éclairage public créé – travaux de génie civil et candélabres, dans l'emprise du projet. Certains ouvrages dont l'entretien y compris le nettoyage et les réparations sont transférés à la commune :

- Le parking de covoiturage y compris les terres pleins,
- Les zones végétales,
- Le trottoir le long de la route départementale 9,
- L'assainissement et le séparateur d'hydrocarbures destiné à recueillir les eaux pluviales du parking,
- La signalisation horizontale et verticale,
- Les portiques,
- La clôture grillagée.

Ces transferts de propriété, d'entretien et de maintenance, dans l'intérêt commun aux trois parties, sont réalisés sans contrepartie financière. Il vous est proposé de valider la convention, jointe en annexe à la présente, afin d'entériner les transferts de propriété des ouvrages ainsi que leur entretien, nettoyage et réparation.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Merci d'avoir permis à Monsieur Pascal PELLEGRINO de rapporter ces deux délibérations. Nous reprenons notre ordre du jour à la délibération N°2018-153.

2018 - 153 PROJET MARTELLY : CONSTITUTION D'UN ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION EN VOLUME ET CESSION DU VOLUME N°1 CREE A CET EFFET

Monsieur le Maire

La présente délibération concerne la création d'un Etat Descriptif de Division en Volume (EDDV) dans un ensemble immobilier actuellement soumis au régime de la copropriété. Ladite copropriété est divisée en cinq (5) lots numérotés, 3 lots appartenant à la SPL GRASSE DEVELOPPEMENT et 2 à la Ville de GRASSE. Pour créer l'EDD, les lots doivent être réunis sous la même main pour constater l'annulation de la copropriété existante, d'une part, et la mise en volumétrie d'autre part. Il apparaît donc nécessaire d'opérer une cession des lots de copropriété n°1 et 2 par la SPL Grasse Développement au profit de la Ville de GRASSE moyennant le versement de l'euro symbolique. Il sera par la suite opéré par la Ville de GRASSE au profit de la SPL Pays de Grasse Développement, une cession du volume n°1 moyennant le versement de l'euro symbolique.

Monsieur le Maire

Avez-vous d'autres observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

Monsieur EUZIERE, Madame ADDAD, Madame CONESA, Monsieur BROSSY, Madame CATTART, Monsieur VOARINO, Monsieur de FONTMICHEL, Madame LAZREUG, Monsieur CASSARINI, Madame SANJUAN votent contre.

La délibération est adoptée à la majorité.

**2018 - 154 ELARGISSEMENT DU CHEMIN DES CAMPANETTES
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE DE PARCELLES**

Monsieur Christophe MOREL

Deux parcelles, sises entre les n°35 et 45 Chemin des Campanettes, cadastrées section EY n°673 pour 21 m² et n°375 pour 35 m² sont constitutives de la voie. Suite au Permis d'Aménager de la SAS SCALAE et l'élargissement de la voie, la Ville acquiert ces deux parcelles à l'euro symbolique.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2018 - 155 VENTE D'UNE MAISON, 118 ROUTE DE SAINT MATHIEU

Monsieur Christophe MOREL

Par délibération du 26 juin 2018 vous avez autorisé le principe de la vente de l'immeuble communal sis, 118 route de Saint Mathieu cadastré Section CO n°287 au prix minimum de 325 000 euros (avis des domaines). Aucune offre n'a fait suite à la mise en vente de la propriété bâtie de Saint Mathieu via le service « Immo-Interactif » au prix de 325 000 euros. La présente délibération d'enchères autorise la mise en vente du bien au prix de 250 000 euros avec un prix de réserve de 275 000 euros.

Monsieur Ludovic BROSSY

Le bien n'est que sur Immo-Interactif connu des professionnels mais très peu des particuliers qui sont pourtant des acheteurs potentiels. Il est regrettable à chaque fois d'être obligé de baisser le prix. Pouvez-vous me communiquer la durée des enchères ? Peut-on multiplier les supports pour qu'ils soient visibles le plus possible et d'avoir plus de chance d'avoir un prix plus élevé ?

Monsieur Christophe MOREL

Immo-Interactif diffuse sur la plupart des sites de vente de biens immobiliers. Nous pourrions vous fournir les captures écrans.

Monsieur le Maire

J'ai rencontré le Président de la chambre des notaires des Alpes-Maritimes et c'était pour que ce soit le plus transparent possible l'esprit étant que la concurrence la plus libre puisse s'exprimer dans ces ventes aux enchères avec la chambre des notaires. Peut-être nous pouvons regarder comment communiquer davantage sur la procédure au moment de la mise en vente. La cession de cet actif a pour vocation de réengager le produit de cet actif dans l'amélioration et la modernisation de l'école de Saint-Mathieu.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Nous constatons que nous n'avons pas trouvé preneur à 325 000 € et donc on propose de baisser le prix. Cette maison est-elle libre ou occupée ?

Monsieur le Maire

Elle n'est pas habitable.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Est-ce que ça vaut le coût de la vendre à 250 000 € ? Demain on pourrait en avoir besoin pour agrandir l'école. C'est une réserve foncière et à ce prix-là est ce qu'un rendement locatif ne serait pas plus intéressant ? Il y a peut-être là aussi un problème de gestion. Dans l'immobilier il n'y a pas que la vente il existe aussi la location. J'aimerais qu'on réfléchisse à cette option plutôt que de vouloir vendre un peu vite. Dans l'hypothèse où vous souhaitez absolument vendre il n'y a pas que la vente aux enchères qui existe. On pourrait peut-être mettre ce bien dans une agence immobilière et se donner un an pour voir. Et au bout d'un an passer par le biais des enchères si le bien n'est pas vendu. L'idée est : peut-on éviter la vente aux enchères forcées ?

Monsieur Christophe MOREL

Sur l'option de passer sur le site Immo-Interactif des notaires le principe qui vous a déjà été expliqué c'est d'être le plus transparent possible. On entend parfois de la part de votre groupe comme quoi il y a un manque de transparence sur certaines ventes d'actifs. La vente aux enchères est transparente. Maintenant vous proposez de mettre le bien dans une agence immobilière et ensuite on nous reprochera d'avoir choisi telle agence au détriment de toutes les autres. Notre choix est la transparence afin d'éviter toute discussion. C'est un bon moyen de vente. La vente se réalise au meilleur prix dans un délai cadré. Voilà notre position sur la méthodologie. Vous n'êtes pas obligé de la partager. Sur l'idée de mettre en location, la ville n'a pas vocation à être un bailleur et un propriétaire foncier pour engendrer des loyers. Nous préférons céder certains actifs et utiliser les fonds à des fins plus utiles pour l'intérêt général.

Monsieur le Maire

Ce n'est pas une vente aux enchères dans une salle. Si on souhaitait louer la maison, elle n'est pas propre à l'habitation en l'état, en terme d'étanchéité, d'amiante, d'électricité. Cette maison n'a pas été entretenue.

Monsieur Damien VOARINO

J'aimerais clarifier les choses car c'est un débat récurrent à chaque que l'on parle de ce principe de passer par ce site Immo-Interactif. La question centrale c'est le délai. La vente aux enchères dure combien de temps ? 12 minutes, 24 heures, 6 mois ?

Monsieur Christophe MOREL

Le délai de visite c'est un mois et l'enchère dure 48 heures.

Monsieur Damien VOARINO

A ma connaissance nous sommes libres de fixer ce délai de manière différente. Un mois de visite et 48 heures d'enchères cela ne s'adresse qu'aux professionnels. Aucun particulier n'achètera un bien immobilier en ayant un mois pour visiter et 48 heures pour se décider. Le professionnel fait cela pour avoir une plus-value donc on vend moins cher qu'à un particulier. C'est une évidence. La réalité c'est qu'on veut vendre vite. C'est ce que l'on reproche car si on prend plus de temps on vend plus cher.

Monsieur le Maire

Nous allons voir avec Maître Vouillon si on peut rallonger la plage de visite et le temps de l'offre en ligne. Je trouve que vous avez raison. C'est du bon sens et je reviendrai vers vous pour vous donner les éléments. Merci.

Nous procédons au vote.

Madame LAZREUG, Monsieur CASSARINI votent contre et Monsieur de FONTMICHEL et. Madame SANJUAN s'abstiennent.

La délibération est adoptée à la majorité.

Je cède la présidence de séance à Monsieur Philippe WESTRELIN, 1^{er} Adjoint.

2018 - 156 ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE DE LA PARCELLE AP N°9

Monsieur Christophe MOREL

L'indivision GAU souhaite céder gracieusement cette parcelle sur laquelle la ville de Grasse a réalisé un merlon afin de sécuriser les habitations en aval menacées jusqu'alors par d'éventuelles chutes de blocs rocheux issus de la parcelle communale en surplomb. Cette acquisition permet une meilleure accessibilité au canal du Foulon.

Monsieur Philippe WESTRELIN

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2018 - 157 SUPPRESSION DU PROGRAMME D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)
DU QUARTIER DE LA GARE**

Monsieur Christophe MOREL

Un dispositif Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) avait été mis en place sur le quartier de la gare en 2011 afin de faire participer les opérateurs immobiliers au financement d'un nouveau groupe scolaire, la création d'une voie de désenclavement et la réalisation d'un giratoire sur le quartier de la gare. Cette participation est déterminée au prorata de l'usage estimé de chaque équipement par les futurs habitants des programmes immobiliers. Une modification de la carte scolaire approuvée lors du conseil municipal du 26 juin 2018 a rendu non nécessaire la réalisation du groupe scolaire sur le quartier de la gare. Par ailleurs, le projet de giratoire a été abandonné. Seule la voie de désenclavement a été réalisée dans le cadre des engagements de la convention ANRU (2008) et subventionnée par les partenaires de cette convention à hauteur de 50% du montant HT des travaux. La programmation initiale des équipements publics prévus dans le cadre du PAE ayant été très substantiellement modifiée (2 tiers du montant total prévisionnel des travaux, qui s'élevait à 5,4 millions d'euros HT, ne seront pas réalisés), il convient aujourd'hui de supprimer ce dispositif afin d'éviter d'appeler des participations indues aux pétitionnaires des permis de construire à venir sur ce secteur. Néanmoins, cette suppression permet de restaurer la faculté pour la commune de percevoir la taxe d'aménagement de droit commun.

Monsieur Paul EUZIERE

Voir intervention jointe en annexe.

Monsieur Christophe MOREL

Votre présentation est caricaturale. Sur le bétonnage du quartier de la gare nous aurons l'occasion d'en discuter lors du conseil municipal dédié au PLU, notamment sur ce quartier on réduit très fortement les droits à bâtir.

Monsieur Paul EUZIERE

Avez-vous supprimé les 4 projets qui portent sur 320 logements ?

Monsieur Christophe MOREL

On en parlera.

Monsieur Paul EUZIERE

En 2011, une délibération a été votée par 9 élus encore présents aujourd'hui. Je vous demande si ce programme de logements est maintenu ou pas.

Monsieur Christophe MOREL

Non ce n'est pas maintenu. Je vous expliquerai lors du conseil municipal sur le PLU ce que nous avons prévu sur le quartier de la gare.

Monsieur Paul EUZIERE

Nous voterons la suppression de ce PAE lorsque ces 4 programmes seront supprimés.

Monsieur Christophe MOREL

Sur les taxes vous oubliez de mentionner que la surtaxe du PAE est modifiée mais néanmoins s'il y a d'autres programmes ultérieurement les constructeurs seront soumis à la taxe communale de droit commun.

Monsieur Paul EUZIERE

Qui est bien inférieure.

Monsieur Christophe MOREL

Ce que vous ne dites pas c'est qu'effectivement il y avait un projet de groupement scolaire. Pourquoi le supprimons-nous ? Du fait de la nouvelle carte scolaire, ce groupement scolaire ne s'impose plus. C'est une bonne nouvelle pour les finances de la ville.

Monsieur Paul EUZIERE

On verra lorsqu'il y aura les 320 logements en plus. On ne prévoyait pas une classe mais un groupe scolaire de 8 classes et maintenant on me dit qu'on n'en a plus besoin.

Monsieur Christophe MOREL

Le PLU prévoit ces projets de construction à la baisse.

Monsieur Paul EUZIERE

Nous allons regarder les permis de construire qui ont été donnés depuis 2011 sur le boulevard Pierre Sémard. Il y en a déjà trois sur quatre.

Monsieur Christophe MOREL

Non un et c'est la résidence Saint-Charles, 30 logements sociaux.

Monsieur Paul EUZIERE

Sur les hangars dont parlait Monsieur le Maire, il n'y en a pas ?

Monsieur Christophe MOREL

Il n'y a qu'un seul permis de construire sur ce PAE qui a été délivré en 2011.

Monsieur Paul EUZIERE

Sur les hangars on ne prévoyait pas de logements ? Il n'y a pas un groupe qui s'appelle Astrid Promotion, qui a prévu des logements ? Je dois avoir des visions. Ce groupe n'existe pas ?

Monsieur Christophe MOREL

Aujourd'hui ce serait illégal de maintenir le PAE, parce que les projets ont disparu.

Monsieur Paul EUZIERE

Vous me dites qu'il y a qu'un seul projet maintenu.

Monsieur Christophe MOREL

Oui les autres ne sont pas maintenus.

Monsieur Paul EUZIERE

Le projet sur les hangars est abandonné ?

Monsieur Christophe MOREL

Le projet de groupe scolaire est abandonné.

Monsieur Paul EUZIERE

Le projet du groupe scolaire correspond à 4 projets immobiliers.

Monsieur Christophe MOREL

Le PAE était mis en place car il y avait un projet de giratoire, de voie de désenclavement et de groupe scolaire.

Monsieur Paul EUZIERE

J'ai là la délibération du programme d'ensemble du quartier de la gare. Il faut le lire, c'était pratiquement un éco-quartier. Le projet urbain pour le secteur de la gare amorcé à travers la réflexion du projet de rénovation urbaine est poursuivi dans le cadre de la modification du PLU du secteur gare et respecte les principes de conception d'un quartier durable. Le quartier durable on a compris, il n'y a plus d'équipement. Effectivement on tombera au niveau des taxes, dans les taxes communes c'est-à-dire bien moins que ce qui était prévu dans le cadre du PAE.

Monsieur Christophe MOREL

Ce que vous omettez de dire c'est que le PAE prévoyait la prise en charge par des constructeurs des 2/3 des frais. Mais si 2/3 des frais sont pris en charge par des promoteurs cela veut dire que la commune et les grasseois vont devoir payer 1/3. Le projet étant abandonné il n'y aura plus cette charge financière.

Monsieur Paul EUZIERE

On en reparlera. Le carrefour et l'école qui étaient prévus ne servaient à rien. Nous allons en reparler.

Monsieur Christophe MOREL

C'est abandonné. Cela a été notre raisonnement et on se rejoint peut-être là-dessus. Pour construire un giratoire on ne va pas construire 200 logements. Pour obtenir le financement de deux tiers du coût d'un équipement public on ne va pas construire 200 logements. Parce que par ailleurs il va nous rester un tiers à notre charge. Nous avons décidé d'abord de revoir la carte scolaire.

Monsieur Paul EUZIERE

La carte scolaire est la conséquence de l'urbanisation.

Monsieur Christophe MOREL

Par ailleurs le giratoire ne se justifie pas. Donc il a été décidé d'abandonner ce PAE. Puisque vous parlez de bétonnage, dans le PLU qui sera voté nous divisons par deux les droits à bâtir dans le secteur de la gare. J'espère que c'est bien clair pour vous.

Monsieur Paul EUZIERE

Ce n'est pas clair puisque vous ne répondez toujours pas sur ce que vous faites sur les hangars.

Monsieur Christophe MOREL

C'est important puisque vous dites qu'on sur-bétonne alors qu'on fait l'inverse.

Monsieur Paul EUZIERE

Est-ce que le groupe Astrid construit sur l'ancien terrain des hangars et sur les parcelles de l'ancien centre commercial du Richelieu « les Adrets » ?

Monsieur Christophe MOREL

Il ne construit pas puisque le permis est attaqué.

Monsieur Paul EUZIERE

Pas parce que vous ne voulez pas qu'ils construisent. Il faut être cohérent.

Monsieur Christophe MOREL

Nous sommes parfaitement cohérents sur l'opération des hangars. Nous démolissons quelque chose qui n'était pas satisfaisant pour faire une construction à usage mixte.

Monsieur Paul EUZIERE

On met des logements donc voitures, enfants qui iront à l'école.

Monsieur Christophe MOREL

Aujourd'hui il n'y a pas de permis mais notez bien que l'on réduit de manière très forte les droits à bâtir sur le secteur de la gare.

Monsieur Philippe WESTRELIN

Avez-vous d'autres observations ?

Nous procédons au vote.

Monsieur EUZIERE, Madame ADDAD, Madame CONESA, Monsieur BROSSY, Madame CATTART, Monsieur VOARINO, Madame SANJUAN votent contre et Monsieur de FONTMICHEL, Madame LAZREUG, Monsieur CASSARINI s'abstiennent.

La délibération est adoptée à la majorité.

**SUPPRESSION DU PROGRAMME
D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE) DU QUARTIER DE LA GARE**

Intervention de **Paul Euzière**

Président du groupe « Grasse à Tous-Ensemble et Autrement »

Ce Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) dans le quartier de la Gare SNCF a été voté le 30 juin 2011 par la majorité du Conseil municipal (délib 2011-134).

Son but était d'affecter des participations financières des futurs constructeurs à la réalisation d'un nouveau groupe scolaire, d'un giratoire et d'une voie de désenclavement.

En gros, les promoteurs des 320 logements nouveaux prévus dans le secteur devaient acquitter à la Ville une taxe qui était fixée à 84 €/m² de SHON, soit autour de 100 € de surface habitable, pour créer des équipements publics correspondant aux centaines de nouveaux logements prévus **dans ce quartier où, rappelons-le, n'existent aucun équipement public, à l'exception de la Gare SNCF.**

Avec cette délibération, **vous faites entériner l'abandon de la création d'une école primaire et d'un rond-point, alors que vous maintenez les projets immobiliers.**

Les promoteurs n'auront plus à acquitter cette contribution à des équipements ou infrastructures publiques.

Ce sont donc les contribuables grassois qui devront supporter en totalité la charge financière des équipements qui seront induits par les nouveaux ensembles.

Nous nous sommes toujours prononcés contre le sur-bétonnage du quartier de la Gare.

Avec la suppression de ce PAE, nous nous privons de ressources pour des équipements publics : très exactement 3 457 000 € (cf. délib. 2011-134).

Nous votons contre cette délibération qui participe de la gestion : "**Grasse : le paradis des promoteurs et l'enfer des Grassois**".

**2018 - 158 CONGREGATION DES PETITES SŒURS DES PAUVRES
ABROGATION DU TITRE D'EXISTENCE LEGALE**

Madame Valérie COPIN

Par courrier du 12 juillet 2018, le Préfet sollicite l'avis du conseil municipal avant la prise d'un arrêté portant abrogation du titre de reconnaissance de l'établissement géré par les Petites sœurs des pauvres situé 41 rue Jeanne Jugan à Grasse. Ladite congrégation des Petites sœurs des pauvres gère un établissement situé 41 rue Jeanne Jugan à Grasse cédé en 2006 à la société ORPEA. Il vous est demandé d'émettre un avis favorable sur la demande d'abrogation du titre d'existence légale de l'établissement que gère la congrégation des Petites sœurs des pauvres au 41, rue Jean JUGAN à GRASSE.

Monsieur Philippe WESTRELIN

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2018 - 159 JARDINS DU MIP
CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICE ENTRE LA COMMUNE ET LA CAPG**

Madame Valérie COPIN

Le MIP a sollicité la ville de Grasse et plus spécifiquement le service des espaces verts pour que soient entretenus les jardins du MIP pendant l'absence de l'agent de la CAPG pour raison médicale. Pour répondre à ce besoin ponctuel il est proposé une mise à disposition d'agents du service des espaces verts de la ville de Grasse. La période de la convention est prévue pour une durée de 1 an mais ne concernera que quelques interventions très ponctuelles.

Monsieur Philippe WESTRELIN

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Madame Valérie COPIN

En 2010 l'ex- CAPAP avait mutualisé avec la Commune de Grasse une partie de son service aménagement et foncier sous le dispositif d'une mise à disposition de services qui arrivait à échéance au 1^{er} juillet 2018 pour réaliser des missions d'ingénierie portant à la fois sur la conception, la mise en œuvre des opérations d'aménagements et la réalisation d'études foncières inhérentes aux projets d'aménagements mais aussi sur la planification urbaine (comme les modifications ou la révision du PLU de Grasse). Or, cette mutualisation initiale a subi de nombreuses évolutions tant sur le fond, que sur l'organisation des différents services dont il devenait primordial de rénover les fondements et les pratiques. En effet, cela s'inscrit dans la volonté concertée pour la CAPG et ses communes membres de refonder leurs pratiques de mutualisation pour tendre vers des coopérations plus vertueuses en plaçant les agents au cœur du processus et leur dédier un accompagnement bien spécifique. Mais cela s'inscrit également dans l'équité de traitement en matière de mutualisation et de solidarité du territoire, en proposant pour les communes intéressées et qui ne disposent pas de ressources d'étudier la faisabilité d'un élargissement. A ce titre, une étude préalable et un projet d'engagement de service présentant l'organisation et le fonctionnement du service mutualisé sont systématiquement réalisés afin d'envisager les conditions favorables ou pas à un projet de mutualisation, et de permettre un suivi régulier de l'activité mutualisée et réguler en cas de problème. C'est dans ce cadre qu'une étude préalable du service aménagement a été menée en concertation avec les agents concernés afin de déterminer à la fois les besoins mais aussi les critères et conditions favorables à la poursuite de cette mutualisation avec la Commune. Au regard des critères du nouveau projet et après discussion avec les agents du service concerné, il est donc apparu que le renouvellement du projet avec la Commune de Grasse pourrait se réaliser à ce jour, à ressources constantes, mais en étant conditionnée par une réorganisation du service via une nouvelle répartition des missions entre les agents pour ainsi maintenir l'équilibre du service et ne pas surcharger les agents. Une convention de mise à disposition doit être conclue, mais pour bien appréhender le contenu de cette mutualisation, un projet de service mutualisé qui détaille « le qui fait quoi » et les modalités de fonctionnement sont proposés. Dans le cadre de cette démarche de mutualisation rénovée, vous trouverez en annexe, l'ensemble des pièces vous présentant l'impact de cette mission du service, de son organisation et de son suivi. Il vous est donc proposé d'approuver cette mise à disposition d'une partie de la direction générale adjointe cadre de vie et son service aménagement et foncier CAPG.

Monsieur Philippe WESTRELIN

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Madame Valérie COPIN

Dans le cadre de la stratégie menée en matière de mutualisation entre la CAPG et ses communes membres il a été proposé lors d'un bureau communautaire en 2017 de mettre à l'étude l'élargissement de la mutualisation de la planification urbaine mutualisée alors qu'avec la Commune de Grasse. Je rappelle que cette compétence reste bien du ressort des communes, mais que l'ingénierie peut être partagée via un mécanisme de mutualisation (sur la base de l'article L5211-4-2 du CGCT). Originellement mutualisée avec la Commune depuis 2010 sous l'ancien dispositif conventionnel comme nous venons de le voir, cette proposition présentait l'opportunité d'harmoniser le cadre juridique et de recueillir en outre pour la CAPG le positionnement d'autres communes intéressées par le partage d'ingénierie en vue d'assurer une équité de traitement dans les mutualisations et de solidarité pour celles ne disposant pas du tout ou très peu de ressources dans ces domaines. Dans ce cadre et sur ce domaine, 4 communes du haut pays de la CAPG actuellement au RNU (Règlement National d'urbanisme), ont formalisé courant 2017 une demande pour étudier un projet d'élargissement en matière d'assistance à l'élaboration de leur carte communale. De la même manière qu'indiqué précédemment, une étude interne portant sur la faisabilité d'élargir le dispositif de mutualisation existante sur notre Commune, sur un nouveau périmètre incluant les 4 Communes de : Amirat/Collongues/Gars/ Les Mujouls a été réalisée durant l'été 2017. Ainsi en fin d'année 2017, au regard de l'état d'avancement des travaux sur la planification urbaine avec les 4 communes et du renouvellement du projet aménagement avec la Ville de Grasse il a été décidé en accord avec la Commune, que la CAPG puisse constituer au 1^{er} janvier 2018 un service commun planification urbaine avec les 4 Communes du hauts pays portant sur des missions d'assistance à l'élaboration, révision et modification d'urbanisme en l'occurrence de la carte communale et d'élargir ce dispositif dès que les conditions favorables seraient réunies par la suite, à la Commune pour la partie planification urbaine. Les conditions d'organisation et de fonctionnement concernant la mission modification ou révision du PLU de Grasse restent inchangés, la partie élaboration carte communale du haut pays propose toutefois une organisation différente permettant d'absorber la charge de travail supplémentaire. C'est la raison pour laquelle compte tenu de ce contexte, il est proposé de constituer avec la CAPG le service commun planification pour les missions d'ingénierie en matière d'élaboration, révision et modification d'urbanisme de Grasse. Une convention doit être conclue sur la base des dispositions de l'article L5211-4-2 du CGCT qui prévoit les impacts et les effets de cette mise en commun, mais de la même manière que précédemment pour bien appréhender le contenu de cette activité, un projet de service mutualisé qui détaille « le qui fait quoi » et les modalités de fonctionnement sont proposés. Il est vous est donc proposé d'approuver l'élargissement du périmètre du service commun planification urbaine, à la Commune de Grasse.

Monsieur Philippe WESTRELIN

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Monsieur le Maire

Merci Monsieur WESTRELIN. Je reprends la présidence de séance.

2018 - 162 **CREATION DE DEUX EMPLOIS PERMANENTS
TABLEAU DES EFFECTIFS
MODIFICATION**

Madame Valérie COPIN

Après trois années d'acquisitions de documents, les deux agents recrutés pourront être pris dans les effectifs des agents de la future Médiathèque sur des postes qu'occupent actuellement des fonctionnaires qui devraient partir à la retraite dans les prochaines années.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Pouvez-vous brièvement détailler l'incidence financière de 50 000 € ?

Madame Valérie COPIN

Les 50 000 € représentent le salaire de deux agents, charges comprises pour une année.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Pour une année ?

Madame Valérie COPIN

On prévoit l'ouverture des postes et le montant est pour une année.

Monsieur Stéphane CASSARINI

En ce qui concerne la médiathèque, cela fait plusieurs années que je demande le coût de fonctionnement. A chaque fois on me dit qu'on m'écrira. J'attends toujours la lettre qui doit m'indiquer le coût de fonctionnement. C'est bizarre que vous connaissiez le coût de fonctionnement et de ne pas me le donner en séance. Quelques jours plus tard vous faites une belle déclaration dans Nice-Matin où vous expliquez que le coût de fonctionnement n'est toujours pas connu. Ce qui était la preuve que vous aviez menti, ici dans cette enceinte devant la représentation des élus dont vous êtes le Maire. Vous aviez dit que vous connaissiez le coût de fonctionnement et puis quelques jours plus tard vous reconnaissez que ce coût n'est toujours pas calculé. Aujourd'hui on nous dit que deux personnes vont être embauchées mais pour remplacer deux personnes qui vont partir à la retraite, ce qui ne s'est jamais fait depuis 2014. Je ne reviens pas sur le débat que nous avons eu tout à l'heure. Cette médiathèque va avoir un coût de fonctionnement. Madame BOURRET nous avait expliqué que pour fonctionner il fallait une trentaine de personnes. Est-ce que savez à un an de l'ouverture quel sera le coût de fonctionnement de cette médiathèque ? Pouvez-vous nous donner le chiffre ?

Madame Magali CONESA

Puisque l'on recrute deux acquéreurs, quel est le budget des acquisitions ?

Monsieur le Maire

Concernant le coût de la masse salariale de la médiathèque je ne vous ai pas menti comme vous l'affirmez. J'ai récemment désigné Madame BOURRET, comme élue porteur du projet de la médiathèque. Elle va réunir des commissions de travail sur la question de la médiathèque. Nous associerons tous les groupes et les élus qui le souhaitent tant sur le fonctionnement que sur l'aménagement. Nous savons que le fonctionnement d'un outil de 3 600 m² de plancher aura des incidences financières. Les postes proposés sont une anticipation et la préparation à l'ouverture, pour ne pas ouvrir sans avoir préparé les acquisitions. L'ouverture est prévue le dernier trimestre 2019. Des choix seront à faire tant sur la question des postes, des co-financements avec la DRAC sur

la lecture publique que des arbitrages de rapatriement d'un certain nombre de postes existant dans l'administration communale pour les affecter au fonctionnement de cela.

Madame Dominique BOURRET

Je suis élue en charge de ce dossier. Je vous propose de nous rencontrer pour que je vous expose tous les points de fonctionnement d'un tel équipement, avec des activités et des animations comme vous n'en avez jamais vues. Le projet est très pertinent. Il nous faut entre 30 et 35 personnes. Je vous propose une réunion ainsi qu'une visite de chantier. J'ai les chiffres, je peux vous les donner après le Conseil autour d'un verre. En effet, il faut acquérir des livres. Comme je vous l'ai déjà dit nous avons des subventionnements importants que nous aimerions bien avoir dans d'autres secteurs. Aujourd'hui nous devons acquérir 70 000 ouvrages par an pendant trois ans pour un montant de 200 000 €. Nous pouvons vous montrer les opérations avec le soutien de nos partenaires. Il faut cette réunion de travail très structurée. L'article que vous avez lu ce week-end dans Nice-Matin est très correct. Ce bâtiment est en marche et rien ne pourra le faire reculer.

Monsieur le Maire

Pour répondre à Madame CONESA le budget est de 200 000 € par an. Ces acquisitions sont protégées à 80 % par la DRAC. Nous aurons un effort de 40 000 € sur trois ans. Sur le fonctionnement Monsieur CASSARINI je proposerai un redéploiement de service. Sur le mobilier nous aurons 80 % de financement et sur les œuvres 50 %. Une réunion se tiendra avec Monsieur CASSARINI et l'ensemble des personnes qui le souhaitent pour évoquer la masse salariale pour l'exercice 2019.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Je vous remercie pour ces dix minutes de monologue, je retiens votre invitation Madame BOURRET pour aller boire un verre. Mais vous comprendrez bien qu'à chaque fois que je pose une question à un Conseiller Municipal la réponse est je vous donnerai la réponse autour d'un verre. C'est un peu limite.

Madame Dominique BOURRET

C'était pour une réponse immédiate ce soir.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Ce que je demande c'est juste un chiffre. Un chiffre que j'attends depuis quatre ans. Monsieur le Maire nous dit que la médiathèque sortira dans un an.

Monsieur le Maire

Elle sera inaugurée dans un an.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Nous avons des ambitions. 3 600 M2. Avec des activités et des animations comme on n'en a jamais vues. Tout cela a un coût. Je sais ce que coutent 30 personnes embauchées par la ville et je ne crois pas beaucoup au déshabillage des services. Si on prend une personne d'un autre service il faudra bien la remplacer.

Monsieur le Maire

Oui ou alors on ferme une activité existante.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Vous êtes d'accord que lorsqu'on est à un an de l'ouverture cette réorganisation ne se fait pas en cinq minutes. Moi, je retiens aujourd'hui de votre long monologue c'est que l'on ne sait toujours pas ce que cela va coûter. Moi je pense qu'on va être autour de 2 millions par an.

Madame Dominique BOURRET

Je vous signale que nous en avons déjà 24 en poste, Monsieur CASSARINI.

Monsieur Stéphane CASSARINI

C'est comme les départs à la retraite. On promet que l'on va récupérer 24 personnes qui sont déjà en poste mais les trous que cela génèrent dans les services eux ne seront pas bouchés. Nous avons déjà vu ce que valaient vos engagements à ce niveau-là. A un an de l'ouverture nous n'avons pas muri le projet et accepter de dire aux grasseois que cela va coûter 2 millions d'euros par an, une médiathèque c'était intéressant il y a quinze ans mais aujourd'hui nous avons tous internet sur le téléphone. C'est très cher payé et après on comprend que l'on doit vendre un golf pour faire fonctionner quatre ans la médiathèque. J'estime qu'il vaut mieux garder le golf. Je regrette qu'on n'ait toujours pas le chiffre un an avant.

Madame Dominique BOURRET

Vous pouvez vous inscrire ce soir auprès de Madame POPHILLAT pour une réunion de travail. Je pense que vos deux millions sont excessifs. Nous pouvons annoncer 1 400 000 € y compris les fluides, le personnel et le fonctionnement.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Vous avez un chiffre alors pourquoi le cacher. Cela fait 4 ans que je pose cette question. La question était simple il suffisait de me dire on a estimé cette dépense à 1 400 000 €.

Monsieur le Maire

Ce n'est pas une augmentation de la masse salariale de 30 personnes. Nous en avons déjà 24 qui font ces missions sur d'autres sites.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Il y aura des lieux annexes qui fermeront.

Monsieur le Maire

Oui, il y aura des choix. Nous centraliserons un certain nombre d'activité pour permettre le fonctionnement.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Si on en a déjà 24 sur 30, pourquoi sommes-nous tenus d'en embaucher 2 dès à présent ?

Madame Dominique BOURRET

Nous allons faire cette réunion pour débattre de tout cela.

Monsieur le Maire

Nous allons faire cette réunion pour clarifier ces demandes qui sont légitimes.

Avez-vous d'autres observations ?

Nous procédons au vote.

Monsieur EUZIERE, Madame ADDAD, Madame CONESA, Monsieur BROSSY, Madame CATTART, Monsieur VOARINO s'abstiennent et Monsieur de FONTMICHEL, Madame LAZREUG, Monsieur CASSARINI, Madame SANJUAN votent contre.

La délibération est adoptée à la majorité.

**2018 - 163 INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS
MODIFICATION DU TABLEAU DE REPARTITION**

Madame Valérie COPIN

Il est soumis à votre validation la nouvelle répartition des indemnités d'élus suite à la délégation reçue par Madame CHERIF sur la parité Femme-Homme. L'enveloppe maximale reste quant à elle inchangée.

Monsieur le Maire

J'ai confié des missions à Madame Imen CHERIF dans la parité Femme-Homme, ce travail qui est mené appelle une indemnité.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Quelles sont vos ambitions, votre volonté sur ce sujet ? Quel est votre expertise en la matière ?

Monsieur le Maire

Nous allons demander au palais des congrès de vérifier les micros parce que c'est très pénible.

Madame Imen CHERIF

Merci pour l'intérêt que vous portez sur la délégation qui m'a été confiée par Monsieur le Maire. Je vais vous poser une petite question et peut-être à votre collègue qui est dans le même groupe que vous. Pensez-vous que l'égalité est respectée ?

Monsieur Stéphane CASSARINI

Ici elle est respectée. Nous avons la parité. Qu'avez-vous projeté de faire ? Depuis le début je pense à Monsieur MELOT qui a reçu une délégation, on ne les entend jamais. Nous aimerions qu'ils nous fassent part de leur travail. Je trouve dommage qu'on donne une délégation sans dire un mot. Ce qui se passe c'est : on modifie les indemnités donc elle a une délégation.

Monsieur le Maire

Si vous veniez aux séances de travail, ce sont des choses qu'on évoque et si vous étiez venu à la journée de la femme le 8 mars dernier, vous auriez pu constater le travail qu'a effectué Imen CHERIF en nouant des partenariats avec des personnalités de Monaco.

Monsieur Stéphane CASSARINI

La parité voudrait qu'on laisse parler les femmes.

Monsieur le Maire

Je ne souhaite pas vous laissez penser qu'Imen CHERIF a une délégation fantôme et que Monsieur MELOT ne fait pas de travail.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Je ne pensais pas que ma question était un piège.

Monsieur Cyril DAUPHOUD

Je souhaite soumettre à votre approbation que Madame CHERIF et Monsieur MELOT ne répondent pas à cette question. C'est trop facile votre petit jeu Monsieur CASSARINI. Lorsque nous avons tous reçu nos délégations nous n'avons pas dit moi je vais faire ça ou ça. Qu'ils répondent devant un café si vous voulez mais ce n'est pas forcément évident pour eux d'intervenir dans ces conditions.

Monsieur le Maire

Monsieur DAUPHOUD vous avez raison. Chaque personne a une délégation confiée par le Maire et qui travaille dans sa discipline territoriale ou thématique. J'ai récemment confié ce travail à Imen CHERIF parce que je pensais et j'ai rédigé une feuille de route, de mission que nous pouvons partager. L'objectif est de travailler sur la parité Femme-Homme sur le territoire communal dans les collèges de notre ville. Bientôt se tiendra une réunion avec Alexandra BORCHIO élue en charge du Conseil Départemental sur la question de cette parité. Elle sera aussi en lien avec Nicole NUTINI sur le contrat de ville avant d'être en délégation et sans avoir d'indemnité elle a travaillé pour développer cela.

Madame Myriam LAZREUG

Je souhaite juste répondre à Imen qui me demande si la parité Femme-Homme est respectée. Je constate ici qu'on a posé une question à une femme et que trois hommes se sont emparés des micros pour répondre à sa place. Il y a encore beaucoup de travail.

Monsieur le Maire

Je vous ai expliqué la mission que je lui ai confiée.

Madame Imen CHERIF

Pour répondre à Madame LAZREUG, voilà pourquoi je suis là. C'est nécessaire. La majorité locale est soutenue par Monsieur le Maire. La feuille de route que vous m'avez confiée sera respectée. J'invite l'ensemble des personnes qui souhaitent participer à cette feuille de route à venir vers moi afin de me donner des idées. Je suis preneur de toutes les idées. Nous souhaitons agir avec le département et les autres villes du département. Il y a des actions concrètes qui vont être menées. L'égalité Femme-Homme concerne bien des domaines à enjeu : le droit des femmes, le harcèlement et les violences faites aux femmes. Autant de chantiers auxquels nous comptons nous attaquer.

Monsieur Paul EUZIERE

Je suis entièrement d'accord avec ce que vient de dire Imen CHERIF. Là il s'agit des indemnités des élus. Ce tableau est obsolète. On vote les indemnités des élus. Vous venez de dire que vous retirez des délégations à Monsieur Jean-Paul CAMERANO donc on vote aujourd'hui une délibération qui sera obsolète demain. Il faut la retirer elle ne correspond plus.

Monsieur le Maire

Nous votons quelque chose qu'on amènera au prochain conseil.

Monsieur Paul EUZIERE

Si on retire une délégation il n'y a plus d'indemnité afférente donc il faut mettre à jour le tableau.

Monsieur le Maire

J'ai dit demain matin avec mon premier Adjoint pour le retrait des délégations à Monsieur Jean-Paul CAMERANO.

Monsieur Guillaume MELOT

Je vais répondre. Aucune délibération me concernant n'est inscrite à l'ordre du jour. J'ai pris ces fonctions parce que j'aime ma ville et parce que Grasse est la capitale mondiale du parfum. C'est important pour moi d'aider notre équipe municipale, notre ville à retrouver toute sa splendeur d'antan. J'ai fait de nombreuses actions. Elles sont publiques et non pas obscurcies. Lorsqu'on est passionné par sa ville, son histoire et par ce qu'elle a de plus beau aujourd'hui, le parfum et sa rayonnance internationale, et bien on peut aller à l'étranger et défendre notre projet. C'est grâce à la confiance que Jérôme m'a donné que j'ai pu rencontrer nos confrères d'Ingolstadt, Opolé...et que j'ai pu avec des ministres de l'étranger, échanger et commencer à construire une alliance plus forte pour l'avenir. Certes, cela prend du temps. Il y a des actions à mener qui se réfléchissent avec Monsieur le Maire. On travaille et on fait au mieux. Merci de ne pas dire que les choses sont cachées, ayez au moins l'obligeance de m'en parler.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Je n'ai jamais dit cela. J'ai juste voulu vous donner ici l'opportunité de dire ce que vous avez envie de faire et de vous exprimer sur ce qui a déjà été fait. Il n'y avait aucune question piège. Je suis ravi d'avoir pu vous entendre l'une et l'autre. Honnêtement si je n'avais pas posé cette question qui n'est peut-être pas à l'ordre du jour il est fort possible qu'on ne vous aurez pas entendu de tout le mandat.

Monsieur Guillaume MELOT

Je suis étudiant, je fais des études d'avocat, l'examen est très difficile et je viens de passer deux mois à m'enfermer et je continue pour préparer le grand oral, ce n'est pas facile et je fais au mieux.

Monsieur le Maire

Merci Monsieur MELOT pour le temps que vous consacrez avec nos villes jumelles en Pologne, en Italie, en Allemagne pour nous représenter sur des sujets de développement économique croisé. Vous ne le savez peut-être pas mais le n°1 mondial, producteur de Audi, basé à Ingolstadt, a lancé un appel d'offre mondial sur la question du parfum des climatisations des Audi A8 limousine et c'est une entreprise grasseoise Robertet qui a été retenue sur le plan mondial.

Madame Myriam LAZREUG

La société Robertet sera ravie d'apprendre qu'elle a besoin du Conseil Municipal de Grasse pour continuer ses affaires.

Monsieur le Maire

La société Robertet est au courant puisque le lancement de ce projet se fera sur le cours Honoré Cresp avec cette société.

Nous procédons au vote.

Monsieur EUZIERE, Madame ADDAD, Madame CONESA, Monsieur BROSSY, Madame CATTART, Monsieur VOARINO s'abstiennent.

La délibération est adoptée à la majorité.

2018 - 164 TABLEAU DES EMPLOIS

Madame Valérie COPIN

A la demande de la trésorerie il a été élaboré le tableau des emplois. En effet, il nous a été demandé de bien vouloir retranscrire dans un document de référence l'ensemble des postes créés à la ville de Grasse, qu'ils soient pourvus par des agents titulaires ou contractuels. Désormais lorsqu'un nouveau poste sera créé, ce tableau devra être modifié. Nous aurons ainsi le tableau des effectifs, qui retracera l'ouverture budgétaire des postes, et le tableau des emplois qui retracera les postes existants dans la collectivité. Il s'agit d'une mise en conformité avec la demande du trésorier.

Monsieur Damien VOARINO

Voir intervention jointe en annexe.

Monsieur le Maire

Nous sommes en conformité avec la Loi puisque les emplois cabinet sont occupés par Monsieur BRISIGOTTI qui occupe le poste de chef de Cabinet, par Monsieur PERRIN le poste de Directeur de Cabinet. Il reste un poste vacant celui qu'occupait Madame Christine PHILIPPI-RONDONI.

Monsieur Damien VOARINO

Lorsque je lis le tableau il y a bien marqué cabinet du Maire 10 salariés à temps plein, avec les différents descriptifs et un salarié à temps partiel.

Monsieur le Maire

Il faut peut-être le ventiler différemment. Il n'y a que deux postes de Cabinet occupés aujourd'hui comme le veut la Loi.

Madame Valérie COPIN

Nous avons déjà évoqué ce sujet en comité technique Monsieur VOARINO, c'est une question de dénomination, nous avons le droit à trois postes de Cabinet. Pour le reste des personnes qui travaillent au Cabinet ce sont des agents et non des emplois de Cabinet. Nous avons du secrétariat, de l'accueil...

Monsieur le Maire

J'ai souhaité mettre tous les agents qui travaillent au Cabinet pour une meilleure transparence. Nous devons ventiler la partie secrétariat et la partie emploi Cabinet. Si nous apportons cette modification, est-ce que cela vous convient pour voter cette délibération ?

Monsieur Damien VOARINO

Tout dépend de l'intitulé.

Monsieur le Maire

Nous modifions cela.

Nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

<p>TABLEAU DES EMPLOIS DE LA VILLE DE GRASSE</p>

Intervention de **Damien VOARINO**,
Conseiller municipal, groupe « Grasse à Tous-Ensemble et Autrement »

Monsieur le Maire, Chers collègues,

Le tableau des emplois de la Ville nous apprend que nous avons 811 agents à temps plein et 111 employés à temps partiel.
Les chiffres du CCAS ne sont pas inclus.

Quand on regarde l'effectif du cabinet du maire il y a 10 agents à temps plein et 1 agent à temps partiel.

Pourtant la loi est très claire sur les effectifs de cabinet (article 110 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ; articles 10 à 13-1 du décret n° 87-1004 du 16 décembre 1987) : elle dépend du nombre d'habitants. Pour une commune de entre 40 001 et 85 000 habitants l'effectif doit être de 3 personnes.

A Grasse on en a 11.

C'est pourquoi nous vous demandons de vous mettre en conformité avec la loi.

Nous votons contre cette délibération.

Madame Valérie COPIN

Dans le cadre du projet global de redynamisation de son cœur historique, la ville de Grasse a entrepris de créer un poste de coordinateur chargé de la promotion et du développement du commerce en centre-ville. Cette mission a pour objectif principal de rendre plus attractive et plus dynamique la politique de développement du commerce en centre-ville. Fonctionnellement ce chargé ou cette chargée de mission sera placé sous l'autorité du DGA en charge du commerce, supervisera la maison du commerce et sera force de proposition pour la mise en place de dispositifs innovants en la matière. Cette personne aura aussi en charge de solliciter toutes les subventions ou partenariats financiers possibles.

Monsieur Ludovic BROSSY

Voir intervention jointe.

Madame Valérie COPIN

Nous allons lancé un appel à candidature et nous espérons avoir une personne pour le mois de janvier 2019.

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

L'enveloppe MACRON est de combien pour ce dispositif ?

Monsieur le Maire

Il n'y a pas de co-financement sur ce poste dans l'opération cœur de ville. La seule partie qui peut-être cofinancée sur cette partie c'est :

- 1 Une partie où on peut travailler avec la communauté d'Agglomération pour partager le temps de travail
- 2 L'éligibilité au plan FISAC que nous irons rechercher dans l'avenir autour du financement de ce poste.

Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

Une délégation de ce poste c'est quand même de gérer l'enveloppe qui va nous être allouée.

Monsieur le Maire

Non. Cela n'a rien à voir avec l'opération cœur de ville et le suivi des fiches matures, du renouvellement des opérations urbaines. Celui-ci sera financé par l'Etat, par la DDTM et peut-être aussi par des crédits FNADT. Celui-ci sera financé à 75 %. C'est le directeur de projet sur l'opération cœur de ville. Nous avons délibéré sur ce sujet au dernier Conseil Municipal.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Ce n'est pas une personne qui est recrutée pour obtenir une enveloppe. Je suis surpris, une embauche de plus, 60 000 €. Cette embauche a un objectif : faire la promotion du commerce du centre-ville. Si on a besoin de faire la promotion du commerce du centre-ville c'est bien que le commerce va mal. C'est un véritable aveu d'échec de la politique que vous menez depuis 2014. En effet, lorsque vous vous êtes présenté aux élections vous aviez un programme en trois points concernant le centre-ville. Vous vous appuyez sur une Adjointe, Madame DAVID qui est d'ailleurs commerçante du centre historique, qui connaissait son affaire et qui allait mener à bien un projet pour faire la promotion du commerce du centre-ville. Ensuite nous avons eu l'acte 2 qui a été le fait de repenser la politique de stationnement. Je revois Monsieur PELLEGRINO nous dire à la commission des parkings que les

commerçants attendaient avec grande impatience le nouveau plan de stationnement qui allait redynamiser le centre-ville. Puis le 3^{ème} point, le projet Martelly qui devait ramener du monde. J'aimerais entendre chacun des trois acteurs sur ce qui s'est passé. Comment cette personne en un an avant les prochaines élections va pouvoir faire ce qui n'a pas été fait en 5 ans ? J'aimerais entendre Madame DAVID sur les actions qu'elle a menées et sur les raisons de l'échec de son action. J'aimerais entendre Monsieur PELLEGRINO et peut-être que vous pourrez répondre pour lui car il est parti sur la nouvelle politique de stationnement que nous testons depuis presque un an maintenant, dont on se rend compte que l'argent qui est mis par les automobilistes dans les horodateurs ne sert qu'à payer le salaire des fonctionnaires qui sont là pour vérifier qu'on paye bien le stationnement. Lorsqu'on se rend compte qu'un impôt coûte plus cher à prélever que ce qu'il rapporte on le supprime. J'aimerais un bilan sur cette politique de stationnement qui devait redynamiser le centre-ville. Je constate que cela n'a rien changé puisque nous sommes obligés d'embaucher une personne qui va faire la promotion du commerce du centre-ville. Le dernier point, le plus grave et le plus important puisque le projet Martelly s'enlise depuis 5 ans, j'aimerais savoir si quelque chose va sortir de terre avant les élections, si le pire va être commis en rasant le parking avant les élections ou si on ne pouvait pas faire un moratoire sur ce projet pour attendre 2020 de façon à ce qu'on ne soit pas trop engagé dans ce projet pour que si jamais il y avait un renouvellement on puisse prévoir un retour en arrière afin de ne pas être engagé par une municipalité qui n'assumerait pas les conséquences. Voilà les trois points, le travail de Madame DAVID, l'échec de la politique de stationnement de Monsieur PELLEGRINO et Monsieur MOREL sur Martelly pour savoir à quel degré on est engagé et si le parking sera malheureusement rasé avant 2020.

Monsieur le Maire

Nous avons un ordre du jour qui est lourd et nous n'allons pas ouvrir tous les sujets de cette manière.

Monsieur Christophe MOREL

Vous devez poser ces questions par écrit.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Vous créez un poste pour faire la promotion du commerce du centre-ville, c'est bien qu'il y a un problème avec le commerce du centre-ville. J'aimerais comprendre les raisons. J'interroge les trois personnes concernées : Madame DAVID, Monsieur PELLEGRINO, Monsieur MOREL.

Monsieur le Maire

Je vais répondre de manière synthétique sur ces questions. Oui nous créons un poste de city-manager ou plutôt dans la dénomination française que nous avons souhaitée pour respecter la langue française, la création d'un poste de chargé de mission coordinateur promotion et développement du centre-ville. Ce poste existait à la communauté d'agglomération et c'était Sylvie LANIER qui était en charge de ce travail. Madame LANIER étant partie sur une autre commune, nous avons la nécessité de la remplacer. Nous n'allons pas développer la politique de stationnement, vous affirmez des choses qui sont fausses en disant que le gain du stationnement coûte aussi cher que le coût de la masse salariale.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Vous avez les chiffres ?

Monsieur le Maire

Oui. On les regardera lorsque vous viendrez en commission à la régie des parkings.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Je ne peux pas y venir car je suis suppléant.

Monsieur le Maire

Lorsque vous venez aux commissions municipales de la ville de Grasse pour préparer le Conseil Municipal, on ne peut pas balayer tous les sujets. Vous me demandez aujourd'hui les chiffres. Comment pouvez-vous asséner des vérités comme celles-ci ?

Monsieur Stéphane CASSARINI

J'ai posé la question à l'occasion d'une commission et les fonctionnaires m'ont envoyé les chiffres. J'ai les chiffres de ce que les horodateurs ont rapporté sur les 6 premiers mois et je connais les salaires des personnes.

Monsieur le Maire

Vous êtes en train de dire une énormité.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Je vous enverrai les chiffres qu'on m'a donnés. C'est amusant, c'est moi qui vous enverrai les chiffres de vos services.

Monsieur le Maire

Nous suivons ces chiffres mensuellement. Je souhaitais avoir un assouplissement sur les délais et l'heure de début du contrôle de stationnement le matin, nous l'avons eu. Nous avons travaillé sur les zones, sur les rotations, sur les coûts. Nous avons créé un stationnement spécifique pour les étudiants. Nous travaillons pour un stationnement des véhicules utilitaires dans le centre-historique. Nous n'allons pas débattre de ces sujets dans une délibération qui concerne le recrutement d'un city-manager.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Est-ce que cela a relancé le centre-historique ? C'était cela l'objectif.

Monsieur le Maire

Il y a une rotation plus rapide sur le boulevard Carnot. C'est plutôt positif. C'est ce que disent les commerçants en ayant une heure gratuite.

Monsieur Ludovic BROSSY

La fiche de poste et les objectifs sont assez vagues aussi nous nous abstenons sur ce sujet. J'aurais aimé avoir quelque chose de très précis en disant dans un an on sera là.

Madame Valérie COPIN

Lorsque l'on évoque le poste on précise un bac + 3 et on parle aussi de commerce et de gestion de projet.

Monsieur le Maire

Avez-vous d'autres observations ?

Monsieur Stéphane CASSARINI

Nous votons contre et je vous apporterai lors du prochain Conseil Municipal les chiffres qui m'ont été communiqués. Le débat sera tranché.

Monsieur le Maire

Nous procédons au vote.

Monsieur EUZIERE, Madame ADDAD, Madame CONESA, Monsieur BROSSY, Madame CATTART, Monsieur VOARINO, Monsieur de FONTMICHEL s'abstiennent et Madame LAZREUG, Monsieur CASSARINI votent contre.

La délibération est adoptée à la majorité.

**CRÉATION D'UN POSTE DE CHARGÉ DE MISSION COORDINATEUR
PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE EN CENTRE VILLE**

Intervention de **Ludovic BROSSY**,
Conseiller municipal, groupe « Grasse à Tous-Ensemble et Autrement »

Monsieur le Maire, Chers collègues,

Il semble que ce poste n'ait pas été inscrit au budget 2018.

Comment comptez-vous le financer d'ici la fin de l'année ou est-ce-que la personne recrutée débutera effectivement sa mission en Janvier 2019 ?

Je vous remercie.

Madame Valérie COPIN

Monsieur le Maire, empêché, a demandé à Madame Valérie DAVID de le représenter au Salon SIEC de Paris les 6 et 7 juin 2018. Il vous est donc demandé de conférer, pour régularisation, un mandat spécial à Madame Valérie DAVID, Adjointe au Maire en charge du commerce, permettant la prise en charge des frais qu'elle a engagés pour cette mission à hauteur de 489.56 euros (Transport, hôtel, repas), sur présentation des justificatifs de dépense.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Madame DAVID s'est déplacée à Paris et je souhaiterais savoir ce qu'elle a retiré de ce déplacement financé par la ville et quel bénéfice la ville va pouvoir en retirer.

Madame Valérie DAVID

Lors de mon déplacement j'ai pu rencontrer le Sénateur en charge de la Loi Oser qui est en complément de la Loi Elan. J'ai pu échanger avec des élus locaux de la même strate que nous. J'ai donné un rapport à Monsieur le Maire. J'ai fait des propositions que nous pourrions peut-être mettre en œuvre avec le manager du centre-ville. La liste du travail que je mène est longue. Je suis une élue et non pas un agent administratif à 35 heures par semaine.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Pouvez-vous nous donner des exemples concrets de la plus-value que vous avez pu retirer de ce déplacement.

Madame Valérie DAVID

Je les ai donnés à Monsieur le Maire et mon rapport vous sera transmis si Monsieur le Maire le souhaite.

Monsieur le Maire

Vous pouvez le fournir, excepté les portables des entreprises et des personnes que vous avez rencontrées et je souhaite développer ce lien avec ces entreprises.

Monsieur Stéphane CASSARINI

La réponse, je l'aurai par écrit plus tard. Je vous remercie Madame DAVID.

Monsieur le Maire

Monsieur CASSARINI j'aimerais que vous veniez assister aux commissions afin de pouvoir poser vos questions et que nous puissions vous fournir les réponses. Là, on a l'impression qu'à chaque fois que vous avez une bonne idée par la tête vous la posez au fil de l'eau. Il faut se donner une petite discipline de travail, de l'ordre du jour du Conseil Municipal.

Monsieur Stéphane CASSARINI

En parlant de discipline de travail, on ne peut pas accuser un élu de dire n'importe quoi lorsqu'on ne connaît pas les chiffres. Les chiffres je les ai retrouvés, ils m'ont été adressés le 13 juin 2018.

Les horodateurs ont rapporté :

- 22 000 € en janvier
- 29 000 € en février
- 33 000 € en mars
- 34 000 € en avril
- 29 000 € en mai

C'est une moyenne aux alentours de 25 000 €. Cela paye juste les salaires des 8 employés qui ont été embauchés.

Monsieur le Maire

Ce n'est pas le cas. Les informations sont partielles.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Ce sont les chiffres que m'ont adressés vos services le 13 juin.

Monsieur le Maire

Ce ne sont que les recettes des horodateurs.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Vous regardez les recettes des PV.

Monsieur le Maire

Il faut regarder les choses dans leur globalité.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Les horodateurs servent à payer uniquement les personnes qui verbalisent. Le bénéfice se fait donc sur les PV.

Monsieur le Maire

Je vous donnerai les chiffres arrêtés à fin septembre et vous verrez que ce n'est pas cela.

Nous procédons au vote.

Madame LAZREUG, Monsieur CASSARINI votent contre.

La délibération est adoptée à la majorité.

Madame Valérie COPIN

Monsieur le Maire a désigné Monsieur Philippe WESTRELIN, premier adjoint, ambassadeur de la ville de Grasse afin d'organiser le partenariat entre la ville et Lille dans le cadre de la nomination de Lille Métropole comme Capitale Mondiale du Design pour l'année 2020. Aussi, cette mission amènera Monsieur Philippe WESTRELIN à effectuer des déplacements réguliers à Lille jusqu'en 2020. Il vous est donc demandé de conférer un mandat spécial à Monsieur Philippe WESTRELIN, 1^{er} Adjoint au Maire, permettant la prise en charge des frais qu'il aura à engager pour cette mission (transport, hébergement, repas), sur présentation des justificatifs de dépense.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Monsieur WESTRELIN, c'est une manifestation qui aura lieu à Lille en 2020, qui concerne le design. On a du mal à voir l'intérêt pour la ville de financer ces dépenses puisque c'est une manifestation purement Lilloise le design. Le lien n'est pas évident.

Monsieur le Maire

Lille a été retenue comme une collectivité qui portera « Lille capitale du design ». Nous estimons que Grasse a une place à jouer sur le design et plus particulièrement sur le design olfactif. Aujourd'hui des groupes, des marques décident de signer olfactivement leur signature. Nous avons travaillé avec l'école de Condé sur ces questions. Nous avons la volonté de développer la question du design autour du flaconnage, de la parfumerie. Il nous semble intéressant d'être au cœur de cette discussion pour ramener sur Grasse un certain nombre d'éclairages autour du design du luxe pour des signatures pour des groupes ou un certain nombre de franchises.

Madame Valérie COPIN

L'inauguration de la manifestation aura lieu le 6 décembre 2019 et permettra d'exposer et de présenter notre savoir-faire directement au sein de l'office du tourisme de Lille où il y a environ 1 000 personnes qui s'y présentent par jour. La totalité de l'espace culturel au sein même du Colisée de Lambersart a été réservé du 6 décembre 2019 aux vacances de Pâques. C'est l'opportunité de faire la publicité de notre ville et de faire des échanges entre les services de l'office du tourisme de Lille et de Grasse sachant que nos agents vont aussi pouvoir participer à ces échanges.

Monsieur Stéphane CASSARINI

Sur le papier cela paraît toujours très bien mais je suis toujours méfiant. Vous êtes parti vous balader en Chine avec Madame BOURRET en nous expliquant que cela allait être l'affaire du siècle, qu'on allait avoir des hordes de chinois qui allaient venir redresser le centre-historique. On voit bien quelques années plus tard qu'il n'y a rien eu et ce voyage en Chine n'aura servi à rien si ce n'est qu'à nous faire dépenser de l'argent. On a vu Madame DAVID partir à Paris, là c'est Monsieur WESTRELIN à Lille. Vous comprendrez que le Conseil Municipal n'est pas le tour opérateur de la ville et il faut un peu de sérieux. C'est de l'argent public, il faut le gagner et souvent pour le gagner la majorité vend des biens qui appartiennent aux grassois. Cela me gêne de voir que les élus ne se refusent rien. Monsieur WESTRELIN va aller à Lille et j'ai du mal à voir l'intérêt. C'est l'expérience qui le montre aussi. Lorsque vous êtes parti en Chine, il y avait plein de bons arguments sur le papier et au final nous n'avons eu que des dépenses.

Madame Magali CONESA

Une explication de vote. Nous allons nous abstenir car il n'y a aucun montant budgété. Nous ne connaissons pas les sommes qui seront budgétées par année. Combien de déplacements vont être faits ?

Monsieur le Maire

Il sera bien de plafonner ces montants.

Madame Catherine BUTTY

Monsieur WESTRELIN a été au premier rendez-vous avec un vol easyjet et moi-même j'ai obtenu une nuit d'hôtel chambre et petit déjeuner à 70 €. C'est juste pour revenir sur la dépense un peu aisée des élus. Je peux vous assurer que ce n'est pas le cas.

Madame Magali CONESA

Ce n'est pas le sens de mon intervention. Vous vous méprenez. J'ai simplement dit que ce n'était pas budgété et on ne connaît pas le nombre d'interventions et de déplacements.

Monsieur le Maire

Nous procédons au vote.

Monsieur EUZIERE, Madame ADDAD, Madame CONESA, Monsieur BROSSY, Madame CATTART, Monsieur VOARINO, Monsieur de FONTMICHEL s'abstiennent et Madame LAZREUG, Monsieur CASSARINI votent contre.

La délibération est adoptée à la majorité.

2018 - 168 AUTORISATION DE PAIEMENT DES HEURES DE RECUPERATION ET DES CONGES NON PRIS SUITE A UN DECES

Madame Valérie COPIN

Suite au dramatique accident survenu le 28 aout dernier, ayant occasionné le décès d'un agent municipal, l'administration a décidé de payer à ses ayants droits, le solde des heures de récupération, du Compte Epargne Temps et des congés annuels non pris. Le trésorier nous demande pour que le mandat ne soit pas rejeté de bien vouloir délibérer. En effet, la délibération initiale ne prévoyait pas le décès accidentel d'un agent mais uniquement le cas des agents en situation de longue maladie, maladie longue durée. Il vous est donc proposé de délibérer pour pallier à ce manque.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2018 - 169 **REGIME INDEMNITAIRE DES AGENTS DE LA VILLE DE GRASSE**
RIFSEEP : ELIGIBILITE DE NOUVEAUX GRADES DE LA FILIERE CULTURELLE

Madame Valérie COPIN

Depuis plus d'un an maintenant nous avons entrepris, en partenariat avec les membres du comité technique, de mettre en place le nouveau régime indemnitaire, le RIFSEEP (Régime Indemnitaire de fonction, de sujétion et d'expertise) tel que les textes le prévoient. Ce nouveau régime indemnitaire, déjà en vigueur pour certains grades de certaines filières, va, au gré de la publication des décrets d'application, s'étendre à l'ensemble des filières du statut de la Fonction Publique Territoriale. Aujourd'hui nous délibérons pour étendre ce nouveau Régime Indemnitaire aux agents de la filière culturelle.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2018 - 170 **BOURSES ELITES**
ADOPTION - ATTRIBUTION

Monsieur Gilles RONDONI

Vu la délibération du 4 novembre 2014 fixant les critères d'attribution des bourses élites aux sportifs grassois. Les critères d'attribution sont :

- Etre crédité de performance ou de niveau national à minima
- Etre licencié dans un club grassois
- S'il n'y a pas de club grassois dans la discipline du sportif, être grassois ou résident grassois
- Participer aux manifestations sportives de la Ville
- Montant de la bourse communale entre 0 et 1000 €, proportionnel aux coûts de la participation nationale.

Le jury a admis comme « niveau national » les championnats de France «sport scolaire» sous les couleurs des établissements grassois. Sur les 13 dossiers présentés, 10 sont conformes aux critères de la délibération du 4 novembre 2014.

- ATTRIBUER une bourse de : 450 € à Marie Lou BERTHIER
- ATTRIBUER une bourse de : 900 € à Céline BOUSREZ
- ATTRIBUER une bourse de : 250 € à Hugo CARMONA
- ATTRIBUER une bourse de : 650 € à Timéo LIXON
- ATTRIBUER une bourse de : 350 € à Roza SOPOSKI
- ATTRIBUER une bourse de : 750 € à Thomas TRINTIGNAC
- ATTRIBUER une bourse de : 650 € à Carla DAHAN
- ATTRIBUER une bourse de : 300 € à Pauline LANDRIEUX
- ATTRIBUER une bourse de : 700 € à Florian ZAWADKA
- ATTRIBUER une bourse de : 800 € à Maryline NAKACHE

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2018 - 171 BIBLIOTHEQUE ET MEDIATHEQUES
ACCEPTATION D'UN MECENAT DE MONSIEUR MICHEL CRESP**

Madame Dominique BOURRET

En 1975 Monsieur Michel CRESP ouvre un atelier de créations graphiques et photographiques à Grasse. Il réalise de nombreuses affiches pour le secteur culturel puis prend en charge certaines communications d'entreprises industrielles de l'aromatique, parfumerie et arômes, jusqu'en 2017. Monsieur Michel CRESP propose donc d'offrir 171 affiches qu'il a réalisées tout au long de sa carrière (1971 – 2013).

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2018 - 172 BIBLIOTHEQUE ET MEDIATHEQUES
ACCEPTATION D'UN MECENAT DE MADAME MARTINE SCIALLANO**

Madame Dominique BOURRET

Madame Martine SCIALLANO, conservatrice à la retraite du musée municipal d'Hyères détient dans son patrimoine propre deux œuvres, une lithographie couleur de Maurice ESTEVE et une Gravure Carborundum couleur de Jean-Marie BRISSON, qu'elle souhaite offrir à la Villa Saint-Hilaire afin qu'elles soient conservées et mises à disposition du public (par le biais d'expositions ou autres).

Une convention ayant pour objet de définir les conditions matérielles du don de Madame Martine SCIALLANO doit être signée.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2018 - 173 CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT DES PSYCHOLOGUES SCOLAIRES
AVENANT N°1**

Madame Dominique BOURRET

L'objet de cet avenant est d'ajouter la somme de 1 220 euros au fonctionnement des trois postes de psychologues pour l'année 2018, aux 3 660 euros votés pour l'achat d'une méthode Montessori. Cet achat est nécessaire pour l'année scolaire 2018/2019, cette somme sera défalquée de la participation de la ville sur l'exercice budgétaire 2019.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2018 - 174 RESTAURATION SCOLAIRE SODEXO
KIT ALLERGIQUE DESTINE AUX ELEVES ATTEINTS D'ALLERGIES ALIMENTAIRES
LORS DE LA PREMIERE INSCRIPTION ANNUELLE A LA RESTAURATION SCOLAIRE**

Madame Dominique BOURRET

le Projet d'Accueil Individualisé (PAI) est établi pour un élève des écoles primaires, en cas de maladie chronique pouvant nécessiter une prise de médicament sur le temps scolaire et périscolaire, en cas d'allergie alimentaire, prise d'un traitement d'urgence, handicap ou maladie invalidante. Le PAI est établi à la demande de la famille puis validé par le médecin scolaire, à partir des besoins thérapeutiques précisés dans une ordonnance signée par le médecin traitant. Pour les élèves munis d'un PAI qui souffrent d'allergies alimentaires et qui sont inscrits à la restauration scolaire, les parents peuvent bénéficier d'un kit allergique auprès des services de la SODEXO. Ce kit est composé d'environ 350 barquettes alimentaires, un sac isotherme, un accumulateur de froid, des étiquettes et des sacs plastiques, pour un montant de 79,84 € T.T.C. Pour inciter les parents d'élèves à se doter d'un matériel conforme à la réglementation et à l'hygiène alimentaire, la Ville se propose de prendre en charge le coût du kit allergique lors de la première inscription annuelle à la restauration scolaire. Ainsi, les parents pourront compléter à leurs frais, le kit allergique les années suivantes.

Madame Magali CONESA

Voir intervention jointe en annexe.

Madame Dominique BOURRET

Cela ne se faisait pas avant donc ça me semble une avancée. Aujourd'hui nous avons 25 enfants. On en aura peut-être d'autres dans cette configuration.

Monsieur le Maire

Si d'autres enfants en avaient besoin on reviendra vers vous pour une délibération complétive ou complémentaire. C'est une belle avancée.

Madame Magali CONESA

Pour le coût que cela induit, et qui n'est pas important, je pense que la ville peut doter les familles les années suivantes.

Monsieur le Maire

Je pense que l'on peut étudier la proposition de Madame CONESA. On met en place ce dispositif pour les premières adhésions et nous pouvons en fonction du coût revenir vers vous lors d'un prochain Conseil Municipal.

Monsieur Damien VOARINO

Nous allons nous rejoindre. Nous sommes en train de parler d'une situation de handicap. Nous sommes bien d'accord qu'en France on considère que pour les situations de handicap la collectivité met en place les moyens.

Là on met en place les kits allergiques mais je pense qu'il faut aller au bout de la démarche. On ne peut pas imaginer mettre en place des accès handicapés et après dire l'entretien sera à leur charge. On se rejoint tous pour dire qu'il faut les prendre en charge.

Monsieur le Maire

On a souhaité mettre cela en place et on va étudier cette projection financière avant de prendre une décision sur la question. Si les incidences sont minimales et marginales on se rejoindra tous. On se doit d'aider nos concitoyens dans cette démarche.

Monsieur Paul EUZIERE

Nous votons une délibération avec un nombre de voyages indéfinis pour aller à Lille assister à des événements sur le design du parfum qui est assez évanescent par définition. Je trouve qu'il y a des priorités, et là mégoter sur 2 000 €.

Monsieur le Maire

Je viens de le proposer.

Monsieur Paul EUZIERE

Non, c'est Magali CONESA. Si vous le proposez et qu'on le propose alors c'est très bien nous sommes d'accord et on acte que cela continuera les années suivantes.

Monsieur le Maire

Je suis d'accord pour étudier cette projection dans l'avenir. Pour les voyages de Lille, je proposerai qu'on ait un plafond. Votre intervention est très cohérente.

Avez-vous d'autres observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**KIT ALLERGIQUE DESTINE AUX ELEVES ATTEINTS D'ALLERGIES
ALIMENTAIRES**

Intervention de **Magali CONESA**,
Conseillère municipale - Groupe "Grasse à tous, Ensemble et Autrement"

Dans le cadre des PAI (Projets d'Accueil Individualisés) pour les élèves souffrant d'allergies alimentaires, il existe la solution des repas sans allergènes proposés par la SODEXO, ou la solution des paniers repas fournis par les familles.

C'est dans le cadre de ces paniers repas que le « Kit allergique » sera proposé aux élèves lors de la première inscription annuelle à la restauration scolaire.

Pour l'année 2017/2018, vous décomptiez sur la Commune environ une soixantaine d'enfants munis d'un PAI en raison d'une allergie alimentaire.
En inscrivant un crédit de 2 000,00 € pour doter les familles de ce Kit dont le coût est de 80,00 €, la municipalité sera en mesure de fournir 25 kits.

Ce qui signifie :

- que le nombre de famille qui fournit le repas de l'enfant allergique est d'une moyenne de 25 par an sur la commune,
On suppose ici que les autres familles ont pris l'option des repas sans allergènes proposés par la Sodexo,

Ou bien

- que le nombre de « kits allergiques » pris en charge par la municipalité sera insuffisant pour fournir toutes les familles concernées, ce qui n'est pas acceptable.

Les années suivantes le renouvellement du Kit sera à la charge des parents.

Rappelons que les paniers repas fournis par les familles ne bénéficient pas de prise en charge financière par la Ville.

De plus, cette démarche de fourniture des « Kits allergiques » se veut incitative et pédagogique pour les parents, le but étant de générer des pratiques conformes à la réglementation et à l'hygiène alimentaire.

Ainsi, par souci d'équité de traitement entre tous les enfants, compte tenu de la contrainte d'organisation imposée aux familles, et au regard du faible coût que représente le renouvellement du Kit pour la collectivité, le groupe Grasse à Tous – Ensemble et Autrement estime que le complément les années suivantes devrait être pris en charge par la Ville.

C'est la proposition que nous vous faisons.

**2018 - 175 PROGRAMME DE SOUTIEN AUX FAMILLES ET A LA PARENTALITE (PSFP) POUR LES FAMILLES AVEC ENFANTS DE 3/5 ANS
DEMANDE DE SUBVENTIONS**

Madame Dominique BOURRET

Le Programme de Soutien aux Familles et à la Parentalité, (PSFP) pour les familles avec des enfants âgés de 6 à 11 ans, a été initié et coordonné par la Ville de Grasse par le biais du service jeunesse en partenariat avec de nombreux partenaires associatifs. Le programme a été mis en place en lien étroit avec le CODES qui en a approuvé la méthodologie, la coordination et le contenu. Le CODES a sollicité la Ville de Grasse pour expérimenter le même programme en faveur des familles ayant des enfants âgés de 3 à 5 ans. Ce programme a pour finalité de proposer des pratiques parentales réfléchies qui se sont révélées efficaces pour améliorer les liens parents-enfants et prévenir de nombreuses conduites à risque chez les enfants et les adolescents. Il a pour but d'aider les familles à restaurer un climat familial apaisé et il s'agira de prévenir au mieux les conflits familiaux et les séances permettront de donner des éléments concrets pour améliorer les fonctions parentales. Afin de mettre en œuvre ce programme sur le territoire grassois en 2018/2019, un dossier de demande de subvention a été adressé à l'Agence Régionale de Santé qui pourrait accorder un financement d'un montant de 3 000 €.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2018 - 176 CONVENTION DE FOURNITURE D'EAU POTABLE
AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU FOULON
AVENANT**

Madame Nicole NUTINI

La Ville de Grasse possède un droit d'achat d'eau en gros de 300 l/s maximum auprès du SICASIL. Ce droit d'eau vient compléter les 300 l/s autorisés sur les sources du Foulon et des Fontaniers. Le SICASIL permet, via la délégation de service public enregistrée en Sous-Préfecture de Grasse le 11 mai 1993 et courant jusqu'au 31 décembre 2023, la possibilité pour son concessionnaire, Suez Eau France, de vendre de l'eau en gros à la Ville de Grasse pour un débit maximum de 300 l/s, et selon un prix de vente fixé par le SICASIL dans la DSP. Jusqu'au 31 décembre 2016, la Ville de Grasse était gestionnaire de ces achats d'eau au concessionnaire du SICASIL au bénéfice de l'ensemble des communes alimentées. A compter du 1^{er} janvier 2017 le Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon, regroupant toutes les communes du Système Foulon, est devenu opérationnel. A compter de cette date, le SIEF devient le gestionnaire de ces achats d'eau complémentaires. Cependant, le SIEF ne bénéficiant pas directement des droits d'eau auprès du SICASIL, doit à ce jour continuer à s'appuyer sur la Ville de Grasse pour en bénéficier. Une convention d'une durée de deux ans a été signée entre la Ville de Grasse et le SIEF qui a donc pour objet de définir les modalités de cette prise en charge par le Syndicat. La Ville de Grasse revendra au même prix au Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon. Il est proposé d'allonger la durée de la convention d'un an renouvelable une fois par tacite reconduction.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2018 - 177 CONVENTION FINANCIERE 2018 POUR L'ELABORATION DU SCHEMA
D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SAGE) DE LA SIAGNE**

Madame Nicole NUTINI

Le SAGE identifié comme prioritaire par le SDAGE du bassin Rhône Méditerranée Corse est dans sa phase d'élaboration et nécessite une collaboration de l'ensemble des acteurs du territoire d'un point de vue technique, politique et financier. Dans le cadre de l'élaboration du SAGE de la Siagne, dans une logique de solidarité de bassin, la Commission Locale de l'Eau (CLE) a convenu d'un partenariat financier et lors de sa séance du 08 juin 2018 a voté le financement du SAGE et la clef de répartition. Le montant prévisionnel 2018 des dépenses du SAGE s'élève à 250 500 €. Les échanges avec les différents partenaires financiers du SAGE en l'occurrence l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et la région Sud Provence- Alpes Côte d'Azur, permettent d'établir un plan de financement prévoyant un montant de subvention de 73 878 € pour l'année 2018, soit près de 30% du montant total des dépenses. De ce fait, la part non subventionnée de dépenses à prendre en charge par les communes du SIIVU, la communauté d'Agglomération de Cannes Pays de Lérins et les 15 autres communes s'élève à 57 270 €, compte tenu du report excédentaire de 2017. Une convention est donc établie entre les communes du SIIVU de la haute Siagne, la communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins et les quinze autres communes. La participation de la ville de Grasse s'élève à 11 059 € pour l'année 2018 étant entendu que le montant de la participation pourra être réévalué si le budget prévisionnel venait à être modifié. Pour mémoire la participation de la ville était de 14 881 € en 2017. Considérant l'importance et l'intérêt de la démarche pour la ville de Grasse il est proposé d'autoriser Monsieur le Maire à signer avec les différents partenaires la convention financière 2018.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2018 – 178 ENTRAINEMENT AU TIR DES AGENTS DE LA POLICE MUNICIPALE
CONVENTION AVEC L'AVENIR DE GRASSE / AVENANT N°2**

Monsieur Jean-Marie BELVEDERE

Le présent rapport a pour objet de demander à l'assemblée délibérante d'approuver un avenant n°2 à la convention conclue avec l'association «L'Avenir de Grasse » afin de permettre le paiement des licences, dont le montant a augmenté pour l'exercice 2018-2019, et d'approuver la modification des horaires d'entraînement au tir des agents de la Police Municipale.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**2018 - 181 ANIMATION DE NOEL
ADOPTION DES TARIFS**

Madame Aline BOURDAIRE

Le présent rapport a pour objet de proposer au Conseil Municipal l'adoption d'une tarification concernant la location de chalets de Noël et de la patinoire lors des festivités de fin d'année.

- Caution pour réservation d'un chalet par les exposants : 100,00 € TTC
- Location chalet de Noël, espace commercial de 7.2m² (chalet de 3x2.4) (par jour électricité compris) les 15 et 16 décembre 50,00 € TTC
- Location chalet autour de la patinoire, espace commercial de 7.2m² (chalet de 3x2.4) (par jour électricité compris) du 21 décembre 2018 au 6 janvier 2019 10,00 € TTC
- Prix d'entrée (avec patins) 3 €
- Vente de gants 3 €
- Gratuité sur présentation d'une invitation. Ces invitations seront à la discrétion du cabinet du Maire.

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2018 - 182 **SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES AUX ASSOCIATIONS**
EXERCICE 2018

Madame Annie OGGERO-MAIRE

Il est proposé de verser une subvention exceptionnelle aux associations suivantes :

Pays de Grasse Handball :	2 600 €
Suite aux excellents résultats et aux objectifs sportifs fixés, très forte progression en terme de licences, développement du Handball en pays de Grasse et Vallée de la Siagne.	
Association des Amis de Marguerite Burnat Provins :	900 €
Soutenir la représentation théâtrale d'un spectacle à Grasse.	

Monsieur le Maire

Avez-vous des observations ?

Non, alors nous procédons au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Nous avons encore trois choses à voir avant de lever la séance de notre Conseil Municipal. Il y a eu une petite erreur matérielle dans la délibération sur le tènement foncier. Modification sur l'orthographe Omnium Invest. Je fais la modification et je la distribue sur table. Cela ne change rien au vote et à la position de chacun mais pour la bonne conformité de la délibération je préfère faire modifier en séance l'orthographe exacte de la société.

Nous avons ensuite une question écrite concernant le château Diter.

Monsieur Paul EUZIERE

Objet : Château-Diter- Demande de réparations au nom de la ville de Grasse

La commune de Grasse n'a, jusqu'à présent, jamais sollicité la réparation des préjudices subis du fait des infractions multiples constatées sur la propriété Diter.

Vous avez, en effet, demandé, en réparation de tous les dommages subis, seulement 1 € de dommage et intérêt devant le Tribunal correctionnel de Grasse.

Maintenant que le juge pénal a ordonné la démolition et la condamnation des prévenus à des peine d'amendes (plus 1.2 million), que le juge administratif a reconnu en août 2018 la fraude dans l'obtention du permis de 2006 – seul permis en cours de validité à la date de l'audience pénale – et que vous avez finalement procédé au retrait de ce même permis en octobre l'année dernière, pourriez-vous nous faire savoir quelles demandes financières seront présentées devant la Cour d'Appel d'Aix en Provence le 15 octobre prochain ?

En effet, le minimum serait d'obtenir le remboursement des frais (depuis plus de 4 ans et dans les 3 procédures en cours) et réparation des préjudices retenus (notamment environnemental). La réparation financière du préjudice nous semble se justifier d'autant que les services intéressés n'ont à ce jour pas fourni la confirmation que toutes les taxes et impositions générées par les constructions et leurs activités ont été acquittées, particulièrement celles relatives à l'assainissement et au raccordement clandestin au réseau de la commune d'Auribeau.

Monsieur le Maire

Dans le cadre de sa constitution de partie civile, la ville a demandé et obtenu en première instance la démolition de l'ensemble des constructions objets des procès-verbaux qu'elle a dressés ainsi que la remise en état des lieux en l'état antérieur. Ceci sous astreinte. Elle a également obtenu 1 euro symbolique au titre de son préjudice et 1 500 euros au titre de l'article 475-1 du code de procédure pénale.

Néanmoins, la décision du tribunal correctionnel a également mis en exergue une fraude sur le premier permis de construire. Ceci a entraîné de la part de la Ville le retrait dudit permis.

Nous allons demander en conséquence pour sanctionner le comportement des prévenus, et notamment l'atteinte à l'image de la ville, une somme substantielle au titre des dommages et intérêts.

Ceci posé, il convient de préciser que le préjudice d'une commune est très difficile à justifier. Ainsi, en première instance, la commune d'Auribeau a-t-elle été déboutée de ses demandes.

Un strict lien de causalité est exigé par la jurisprudence. Les juges doivent rechercher l'existence d'une relation directe, de cause à effet, entre l'infraction à la règle d'urbanisme et le préjudice subi. Si un tel préjudice est reconnu assez aisément pour un voisin par exemple pour perte d'ensoleillement, perte de vue etc....c'est beaucoup plus difficile pour une commune au-delà bien entendu de la restitution des lieux au titre du préjudice environnemental.

L'affaire a été renvoyée au 10 décembre. La ville demandera tout ce qui lui est dû. L'avocat de la ville finalise ses écritures.

Monsieur Christophe MOREL

Quelques petites précisions. Sur les frais, d'autres articles de différents codes régissent les remboursements de frais et notamment l'article 700 du code de procédure civile. Ces demandes ont déjà été formulées en première instance. En revanche sur les dommages et intérêts c'est quelque chose que nous allons demander à notre avocat de formuler. On travaille à faire une demande qui soit la plus importante possible. Le préjudice environnemental que vous évoquez va être réglé par la remise en état des lieux. Nous demandons à ce que les propriétaires remettent en état les lieux par des plantations. En revanche le préjudice moral est certain parce que la ville dans cette affaire a été salie à travers la presse locale, nationale et internationale. Ce n'est pas admissible nous ne le tolérons pas et demandons une indemnisation maximale. Nous sommes en train d'étudier le quantum de cette demande.

Monsieur Paul EUZIERE

Je vous remercie pour cette réponse claire et je constate alors que la demande d'un euro était ridicule.

Monsieur Christophe MOREL

Non

Monsieur Paul EUZIERE

Je me réjouis qu'il y ait appel et qu'on demande quelque chose de solide.

Monsieur Christophe MOREL

Elle n'était pas ridicule mais symbolique, Mais c'était avant que la fraude soit constatée et qu'on ne retire le permis pour fraude.

Madame CHABERT et Monsieur DIAZ se tiennent à votre disposition pour vous apporter toutes les explications nécessaires concernant ces esquisses. Le projet choisi par la ville est un projet innovant, rassembleur, fonctionnel, adapté et d'une très grande qualité architecturale et paysagère. Il contribuera j'en suis sûr, avec la médiathèque, à poursuivre la rénovation tant attendue de notre centre historique.

Je vous remercie Mesdames, Messieurs pour ce Conseil Municipal et je vous souhaite à tous et toutes une excellente soirée.

La séance est levée à 19h15.